

notre planète

Revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement - Mai 2010



SERETSE KHAMA IAN KHAMA
NOTRE ESSENCE

ELIZABETH MARUMA MREMA
SAUVER LES SEIGNEURS

JAMES P. LEAPE
PLEINS FEUX SUR LES
SOLUTIONS POSSIBLES

SIMON N. STUART
IL EST TEMPS DE VOIR GRAND



LA BIODIVERSITÉ

Notre vie



Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

P.O. Box 30552 Nairobi (Kenya)

Tél. : (254 20)762 1234

Fax : (254 20)762 3927

Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE

www.unep.org/ourplanet

ISSN 101 — 7394

Directeur de publication : Satinder Bindra

Rédacteur : Geoffrey Lean

Coordonnatrice : Geoff Thompson

Editorial Assistance : Susanne Morrell

Collaborateur spécial : Nick Nuttall, Georgina Langdale

Responsable marketing : Manyahleshal Kebede

Graphisme : Amina Darani

Éditeur : Division de la communication et de l'information du PNUE

Impression : Progress Press

Distribution : SMI Books

Acknowledgement : Les graphiques et le tableau des pages 18-19 sont tirés de *The Economics of Ecosystems and Biodiversity for National and International Policy Makers – Summary: Responding to the Value of Nature (2009)*.

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des États-Unis.

Photo de couverture : © Valerie Giles/thebiggerpicture

Exuvie de scorpion. Les arthropodes sont dotés d'un exosquelette protégeant leurs organes internes et leur musculature, dont ils se débarrassent lorsqu'il devient trop petit pour leur corps.

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



IAN KHAMA : Notre essence **PAGE 6**

La biodiversité définit le Botswana. Elle est fondamentale pour son économie. C'est pourquoi le pays en prend soin.



ELINOR OSTROM et HARINI NAGENDRA : Cultivons la différence **PAGE 10**

Il faut protéger à la fois la diversité institutionnelle et la diversité biologique.



ELIZABETH MARUMA MREMA : Sauver les seigneurs de la mer **PAGE 14**

Les populations de requins déclinent dans le monde entier mais il y a toujours un espoir de les conserver.



GEORGINA LANGDALE : La nature de la valeur **PAGE 18**

Il est d'importance capitale de faire en sorte que le capital naturel devienne économiquement visible pour mettre un terme à la perte de biodiversité.



JAMES P. LEAPE : Pleins feux sur les solutions possibles **PAGE 20**

Cette année offre d'immenses possibilités d'intensifier les mesures d'intervention en faveur de la biodiversité.



SIMON N. STUART : Il est temps de voir grand **PAGE 22**

Ce qu'il faut faire pour éviter que l'Année internationale de la biodiversité ne soit qu'un coup médiatique.



JANET RANGANATHAN et POLLY GHAZI : Sortir du carcan **PAGE 24**

Les communautés de l'environnement et du développement devraient combiner la protection des écosystèmes et la lutte contre la pauvreté.



DENNIS GARRITY : Le vert est la couleur de l'espoir **PAGE 28**

L'agroforesterie permet des rendements plus élevés, des sols de meilleure qualité et une plus grande biodiversité.



DARRYL D'MONTE : La biodiversité : pourquoi les médias n'en parlent pas? **PAGE 32**

Les journalistes devraient écrire davantage, et mieux, sur la biodiversité.

ET AUSSI

livres **PAGE 4**

réflexions **PAGE 5**

verbatim et chiffres **PAGE 9**

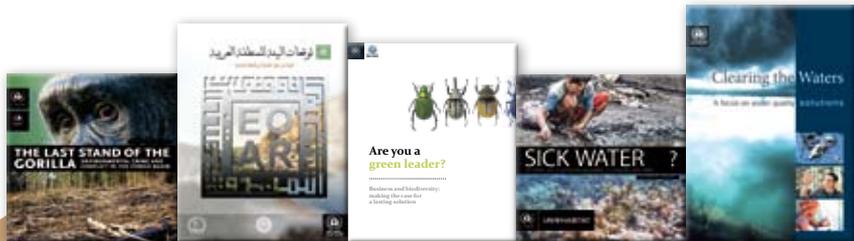
produits **PAGE 13**

prix et événements **PAGE 17**

people **PAGE 26**

www **PAGE 31**

star **PAGE 34**



The Last Stand of the Gorilla – Environmental Crime and Conflict in the Congo Basin
(*Les derniers jours du gorille – Crimes contre l'environnement et conflits dans le bassin du Congo*)

Ce rapport du PNUE, qui fait une rapide évaluation de la situation, décrit la menace croissante à laquelle les gorilles sont exposés dans le bassin du Grand Congo, du fait du braconnage pour leur viande et de la réduction de leur habitat, mais aussi des épidémies naturelles comme le virus Ebola. De façon alarmante, le rapport indique que les milices sont à l'origine d'une grande partie du commerce illégal de la viande de brousse, et il indique aussi qu'au vu des études antérieures, l'aire de répartition des gorilles se restreint. Il présente également une série de recommandations pour lutter contre les menaces auxquelles font face les gorilles dans la région.

The Environment Outlook for the Arab Region: Environment for Development and Human Well-being
(*L'Avenir de l'environnement dans la région arabe : l'environnement pour le développement et le bien-être*)

Cet ouvrage est la première évaluation officielle globale et intégrée de l'environnement dans la région arabe. C'est une évaluation crédible et scientifique qui fournit une base pour la formulation de politiques dans la région. Ce rapport a été préparé comme suite à une décision prise par le Conseil des ministres arabes de l'environnement à sa dix-septième session, tenue au siège du Secrétariat général de la Ligue des États arabes, au Caire (Égypte) en décembre 2005.

Policies for Sustainable Governance of Global Ecosystems Services
(*Politiques pour une gouvernance durable des services écosystémiques mondiaux*)
Par Janet Ranganathan, Mohan Munasinghe et Frances Irwin
(aux éditions Edward Elgar)

Cet ouvrage présente un assortiment de politiques et de recommandations institutionnelles et de gouvernance émanant de 18 experts internationaux, faisant suite à l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire. Les experts ont fait le constat que, durant ces 50 dernières années, l'homme a été responsable d'une dégradation des services écosystémiques plus rapide et plus générale que dans toute l'histoire humaine. Les auteurs examinent les conclusions de l'évaluation et définissent un programme d'action mondial pour les gouvernements, les entreprises, les organisations internationales, la société civile et les instituts de recherche.

Are you a Green Leader?
Business and Biodiversity: Making the Case for a Lasting Solution
(*Êtes-vous un leader vert? Entreprises et biodiversité : Plaidoyer pour une solution durable*)

Destinée aux entreprises et aux organisations qui travaillent avec le secteur privé, cette publication explore le lien entre la biodiversité et les entreprises; elle promeut les meilleures pratiques et encourage les entreprises à s'engager sur les questions de biodiversité. Elle fournit un aperçu global des principaux impacts sur la biodiversité, ainsi que des efforts et des défis à venir dans un certain nombre de secteurs clés de l'industrie. Il s'agit notamment des industries minières, énergétiques et agroalimentaires, ainsi que de la pêche, de la construction et de la foresterie, du tourisme, des produits pharmaceutiques, des produits cosmétiques, de la mode et des finances, qui ont un impact sur la biodiversité et sur les services écosystémiques, ou qui en dépendent.

Biodiversity and the Law – Intellectual Property, Biotechnology and Traditional Knowledge
(*La biodiversité et le droit – Connaissances sur la propriété intellectuelle, la biotechnologie et les savoirs traditionnels*)
Par Charles R. McManis (aux éditions Earthscan)

Ce traité aborde la question suivante: comment promouvoir le développement économique mondial tout en préservant la diversité biologique culturelle et locale? Ses 50 auteurs se penchent sur la diversité biologique, son déclin et ce qu'il reste à faire, en se demandant si la biotechnologie fait partie du problème ou de sa solution; en s'interrogeant sur les savoirs traditionnels et comment ils doivent être protégés; et en tirant les enseignements pratiques en matière d'éthnobotanique et de bioprospection.

Clearing the Waters: A Focus on Water Quality Solutions
(*Épurer les eaux : s'orienter vers des solutions pour une eau de qualité*)

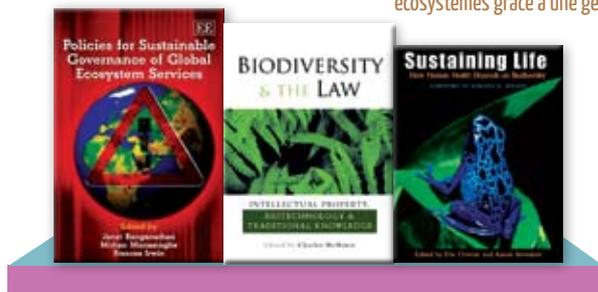
Cette publication insiste sur l'urgence de lutter contre la pollution et de préserver la qualité de l'eau à travers le monde. S'inscrivant dans un changement d'orientation internationale, où la qualité cède le pas à la quantité, pour mieux satisfaire les besoins humains et environnementaux, il présente un aperçu général des défis et des enjeux concernant la qualité de l'eau et fait appel à des études de cas pour exposer les problèmes comme les solutions. Cet ouvrage promeut des solutions pour une eau de qualité et des stratégies pour les institutions en charge de la qualité de l'eau, de la prévention de la pollution, du traitement des eaux usées et de la restauration écologique. Les principales conclusions et recommandations de politique y sont également exposées.

Sick water? The central role of wastewater management in sustainable development
(*Une eau insalubre? Le rôle central de la gestion des eaux usées dans le développement durable*)

Cette publication examine les défis que posent les eaux usées illégales et non réglementées, qui représentent une menace mondiale pour la santé et le bien-être de l'humanité. Elle identifie les dangers pour la santé humaine et pour l'environnement ainsi que les conséquences que pourrait engendrer notre inaction face à ce problème. Elle esquisse également les contours de politiques appropriées et de mesures qui pourraient être prises pour sa gestion, à court terme et à long terme, afin de créer des emplois et de nouveaux moyens de subsistance et de contribuer à une amélioration de la santé publique et des écosystèmes grâce à une gestion plus intelligente de l'eau.

Sustaining life: how human health depends on biodiversity
(*Entretien de la vie: comment la santé humaine est tributaire de la biodiversité*)
Par Eric Chivian et Aaron Bernstein (Oxford University Press, USA)

Sustaining Life examine l'éventail complet des menaces potentielles que représente l'appauvrissement de la biodiversité pour la santé humaine. Écrit par des médecins de l'école de médecine de Harvard, il présente une vision globale de la façon dont les médicaments à usage humain, la recherche biomédicale, l'apparition et la propagation des maladies infectieuses, et la production de denrées alimentaires, tant sur terre que dans les océans, dépendent de la biodiversité. Ces études de cas illustrent la contribution qu'un large éventail d'organismes ont déjà apporté à la médecine humaine, et ceux qui pourraient encore nous être utiles si nous ne les faisons pas disparaître.





réflexions

ACHIM STEINER

Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

On a dit que le traitement de la question du changement climatique s'est soldé par l'échec le plus retentissant jamais enregistré du marché; à cet égard, la diminution de la biodiversité et la disparition de services naturels économiques importants doivent à coup sûr venir au deuxième rang sinon au premier rang ex aequo. Bon an, mal an, l'économie mondiale doit perdre entre 2,5 et 4,5 trillions de dollars de capital naturel du fait de la déforestation, mises à part les pertes enregistrées par d'autres écosystèmes essentiels.

Des mesures décisives doivent être prises pour inverser ce déclin, sans quoi la note va continuer à s'alourdir. Et les chances de réaliser pleinement l'objectif du Millénaire pour le développement concernant la réduction de la pauvreté iront de ce fait s'amenuisant tout comme celles concernant l'avènement d'un développement durable au cours du XXI^e siècle, lorsque la population, qui est actuellement de 6 milliards d'individus, atteindra 9 milliards d'habitants en 2050.

Pour faire face à la crise financière et économique, les gouvernements ont conçu un ensemble d'interventions d'un coût excédant 3 trillions de dollars et ce, apparemment, du jour au lendemain. Où trouver le même type d'incitations et de réponses coordonnées au niveau international pour faire face à la crise qui touche notre patrimoine naturel et ses actifs?

L'étude novatrice concernant l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) qu'a entreprise le PNUE vise à concrétiser et à illustrer de nouvelles réponses ainsi qu'à contribuer à des choix décisifs. Le rapport historique qui en procèdera sera publié avant la réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui aura lieu plus tard dans l'année à Nagoya (Japon), afin que les décisions des gouvernements soient prises en connaissance de cause. Déjà, toutefois, des faits et des chiffres encourageants de nature à provoquer des transformations se font jour parallèlement à des options plus fructueuses en matière de gestion.

Permettez-moi de donner un exemple qui sous-tend le cadre dans lequel l'étude a inscrit le débat. Les fermes de crevette, dont la production commercialisée est subventionnée, sont établis sur des forêts de mangrove défrichées et peuvent rapporter près de 1 220 dollars par hectare. Dans l'étude consacrée à l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), on indique que ce chiffre ne tient pas compte du coût que cela représente pour les communautés locales qui s'élève à 12 000 dollars par hectare du fait de la disparition de produits forestiers tels que le bois ou d'une autre nature, des zones de pêche et des services que les mangroves assurent en protégeant le littoral. Il n'est pas non plus tenu compte dans les profits des opérateurs commerciaux des coûts que doit supporter la société lorsqu'elle remet en état les sites abandonnés après cinq années d'exploitation, coûts que l'on estime à plus de 9 000 dollars par hectare.

Certains pays relèvent le défi en partie.

- Planter et protéger près de 12 000 ha de mangroves au Viet Nam revient à un peu plus de 1 million de dollars mais permet d'épargner chaque année plus de 7 millions de dollars qui correspondent à l'entretien des digues.
- En Europe, un emploi sur 40 est aujourd'hui lié à l'environnement et aux services écosystémiques qui vont des technologies propres des éco-industries à l'agriculture organique, en passant par la foresterie et l'écotourisme viables.
- Les sommes investies dans la protection de la réserve de la biosphère Maya du Guatemala, qui rapportent chaque année près de 50 millions de dollars, ont permis de créer 7 000 emplois et ont considérablement accru les revenus des familles de l'endroit.

La Journée mondiale de l'environnement, en cette année 2010, Année internationale de la biodiversité de l'ONU, qui sera principalement accueillie par le Rwanda et sa population, marque un tournant en ceci que l'on a entrepris de relever à nouveau le défi constitué par la diminution de la biodiversité. Le grand public, les politiciens et les chefs d'entreprise doivent retrouver les fondamentaux qui régissent véritablement l'économie mondiale, les moyens d'existence et, en fin de compte, tous les systèmes nécessaires à la vie.

La prochaine fois, lorsque vous achèterez du miel au supermarché ou au commerçant du coin, songez au fait que les abeilles et d'autres pollinisateurs fournissent des services dont la valeur est peut être de 90 milliards de dollars par an. Les toasts et la confiture du petit déjeuner nous feraient également défaut sans les vers de terre, les coccinelles et les pucerons qui fertilisent nos sols et rendent possible l'existence d'un secteur agricole de plusieurs trillions de dollars; leurs bienfaits, dont la liste est longue, sont légions.

Des mécanismes du marché intelligents et une meilleure visibilité de la valeur réelle de la nature sont peut-être les « liens manquants » de nature à conduire à une gestion durable. Il est probable que nous ne parviendrons pas à inverser la tendance dans un univers fasciné par le PIB, la bourse et d'autres indicateurs contemporains de la notion de progrès si nous n'attribuons pas une valeur économique à la biodiversité, aux écosystèmes et aux services qu'ils fournissent.

À l'évidence, la biodiversité ne se résume pas, loin s'en faut, à sa valeur monétaire, qu'il s'agisse de dollars et de centimes, d'euros, de yuans ou de shillings kenyans. Mais il faut cependant que nous insistions sur l'intérêt économique que présente une gestion viable de notre capital naturel si nous entendons indiquer la voie qui nous détournera de la dégradation, de la destruction et de l'extinction. Comme le souligne l'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, l'aspect économique est incontournable et s'impose. Il s'agit d'un puissant allié propre à appuyer toute défense d'une gestion avisée et de la valeur spirituelle du monde vivant.



IAN KHAMA

Président de
la République du Botswana

NOTRE ESSENCE





On peut avancer sans crainte que, lorsque la plupart des gens entendent le mot « Afrique », ils se représentent à peu près le Botswana.

Ils se représentent des étendues d'eau animées de flamands roses au plumage éclatant, d'hippopotames paresseux, de crocodiles féroces et de millions d'autres oiseaux, insectes, plantes et poissons. Ils se représentent la savane où des troupeaux d'éléphants se reposent à l'ombre des arbres et où les lions, les guépards, les lycaons chassent l'agile antilope et le zèbre. Ils se représentent un endroit où l'extraordinaire est l'ordinaire et où, depuis des millénaires, les plantes et les animaux environnants enseignent leurs secrets aux hommes.

La biodiversité est loin d'être la dernière des préoccupations au Botswana: c'est un élément qui définit notre nation et nos peuples, un élément qui nous offre traditions et histoire, et c'est une part fondamentale de notre économie.

La diversité biologique du Botswana dont nous, les hommes, faisons partie, est le cœur battant de notre nation et c'est la compréhension bien ancrée que nous avons d'elle qui fait du Botswana une réussite. Nous respectons nos ressources et nous en prenons soin; et c'est notre désir de maintenir cet environnement nourricier qui guide le très large éventail de nos politiques durables. Ainsi, nous n'admettons pas l'exploitation avide de notre terre et de ses ressources et tout cela a contribué à bâtir une économie saine, une démocratie pacifique et efficace, un bon niveau de vie et une société stable.

La protection de notre biodiversité n'est pas une vague cause que nous faisons semblant d'embrasser : c'est un devoir envers notre patrie et envers nos enfants. En protégeant la biodiversité, nous protégeons l'essence même du Botswana et de son peuple. En effet, l'utilisation des ressources biologiques au Botswana remonte aussi loin que l'Antiquité humaine.

La santé de la biodiversité d'un pays est souvent un indicateur de la santé de la société. Pour maintenir la diversité biologique, une bonne gouvernance et une vision holistique à long terme pour la nation sont nécessaires. C'est ce que nous tentons de faire au Botswana et, contrairement à plusieurs nations en voie de développement dotées d'une grande richesse minière, le résultat de notre approche pragmatique est que nous ne sommes pas la proie de la prétendue « malédiction des ressources » qui fait d'une richesse potentielle la source de troubles, d'inégalités, de misères et de souffrances.

Au contraire, les diamants et les autres minerais, ressource bien sûr limitée, ont contribué à la mise en place de mesures qui nous permettront de continuer à prospérer même en cas de diminution du revenu tiré de ces minerais. Ces mesures ont bien entendu à cœur de protéger nos atouts naturels et renouvelables, soit notre diversité biologique.

Le tourisme tient une place importante, toujours plus grande, dans notre revenu national, comptant directement ou indirectement pour 10 % de notre PIB. Il dépend de l'image de pays beau et excitant que le Botswana doit projeter, c'est-à-dire

*«La santé
de la biodiversité
d'un pays est
souvent un
indicateur de la
santé de la société.
Pour maintenir
la diversité
biologique, une
bonne gouvernance
et une vision
holistique à
long terme
pour la nation
sont nécessaires.»*

de la conservation de sa faune et de sa flore exceptionnelles. L'agriculture reste une source primaire de revenu pour 80 % de notre population et, en travaillant à assurer le bien-être de notre terre et de notre biodiversité, nous aidons à réduire l'impact de la plus grande menace pour le peuple du Botswana, tributaire de l'agriculture : le changement climatique, cause de sécheresse et de désertification.

En 2004, en tant que signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB), nous nous sommes engagés à travailler pour assurer la protection de la biodiversité de notre pays. Notre vision était que le Botswana devait être :

«Une nation en équilibre avec la nature, avec un accès équitable aux ressources biologiques, où règne un partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources dans l'intérêt et pour la subsistance des générations actuelles et futures, où tous les citoyens reconnaissent et comprennent l'importance du maintien du patrimoine biologique du Botswana et du savoir qui lui est relatif ainsi que leur rôle dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité du Botswana.»

Lors de la réunion de la CDB qui aura lieu à Nagoya, (Japon), cette année, nous nous apprêtons à montrer que nous avons suivi une voie assurant la concrétisation de

cette vision et qu'il continuera à en être ainsi. Non seulement la biodiversité est aujourd'hui source de revenus pour notre nation mais notre faune endémique recèle des avantages inexploités et inconnus, capables à l'avenir d'offrir au monde de nouveaux médicaments et des technologies nouvelles. Il est essentiel qu'à Nagoya les Parties reconnaissent le droit du Botswana de bénéficier équitablement de l'exploitation de ses ressources, ainsi que le droit des autres nations de bénéficier de leurs ressources biologiques.

Les plantes et les animaux du Botswana font autant partie de cette nation que les citoyens et il est essentiel que cette diversité biologique soit préservée pour les générations futures. Mais

si nous devons tirer une leçon de la première décennie du XXI^e siècle, c'est bien que les problèmes locaux exigent souvent une action globale.

La conservation de la splendeur naturelle du Botswana exige une action internationale sur le changement climatique, à savoir des lois efficaces pour que, lorsque les écosystèmes d'eau douce dépassent les frontières nationales, les droits de toutes les nations parcourues par ces étendues d'eau soient examinés avec soin et la mise en place de réglementations pragmatiques pour permettre aux nations d'utiliser leurs ressources sauvages avec prudence quand l'efficacité de la gestion de ces ressources peut être démontrée.

Parce que nous devons aborder ces questions à un niveau international, je suis membre du Conseil d'administration de Conservation International, une importante organisation internationale pour l'environnement, et ce depuis plus d'une décennie. Cela m'aide à suivre au quotidien les questions internationales concernant la biodiversité et l'avenir du Botswana.

En vérité, on ne peut dissocier le peuple du Botswana des besoins de sa terre. Le Botswana est notre maison, notre mère nourricière et notre fierté. Comme le dit l'hymne national de notre pays : « Fatshe leno la rona » – Bénie soit cette noble terre.



verbatim

Pavan Sukhdev, directeur de l'Étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité

« L'investissement dans les zones protégées a un rendement exceptionnellement élevé ».

Isabelle Autissier, Présidente du WWF-France

« C'est une erreur de croire que l'océan est un garde-manger gigantesque et inépuisable ».

Keshav Varma, directeur du programme de l'Initiative mondiale pour la sauvegarde du tigre s'adressant aux délégués présents à la première Conférence ministérielle sur la préservation du tigre

« Face à l'argent, ni les tigres ni les pauvres ne peuvent se faire entendre ».

Déclaration des scientifiques lors de la 2ème Conférence DIVERSITAS « Open Science », octobre 2009

« Alors que nous approchons de 2010, Année de la biodiversité... le tissu écologique de la planète se défait à un rythme accéléré ».

Leigh Henry, Spécialiste principal des politiques de TRAFFIC, un programme conjoint de l'UICN et du WWF

« Tant que le cadre juridique nécessaire pour appuyer les efforts de conservation ne sera pas en place, le succès continuera à nous échapper ».

Walsh Bryan, *Time Magazine*

« Notre appétit pour le thon rouge est en train de le pousser à l'extinction ».

Pat Awori, fondateur du Kenya Elephant Forum, avant la conférence de la CITES.

« Si nous ne prolongeons pas l'interdiction en attendant de pouvoir étudier l'impact des ventes limitées, il ne restera bientôt plus aucun éléphant à protéger ».

Rosette Chantal Rugamba, Directrice générale adjointe du Rwanda Development Board

« La conservation des gorilles est notre responsabilité à tous ».

chiffres

129

Nombre total des extinctions d'oiseaux recensées. 103 : nombre d'extinctions d'oiseaux durant les 200 dernières années — **PNUE**

50 %

C'est le pourcentage probable de survie de la Grande Barrière de corail en Australie, si les émissions mondiales de CO₂ ne sont pas réduites d'au moins 25 % d'ici 2020 — **Reuters**

20 000

C'était le nombre de rhinocéros noirs au Kenya en 1973. Il n'en reste que 610 aujourd'hui — **AP**

8 milliards

Estimation de la valeur annuelle, en dollars, des abeilles pour la pollinisation des cultures agricoles — **PNUE**

2/3

C'est la baisse estimative des stocks de thon au cours des 50 dernières années — **AFP**

35

C'est le nombre d'années écoulées depuis que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction est entrée en vigueur

100 000

C'était le nombre de tigres au début du XXe siècle. Il n'en reste que **3 600** aujourd'hui — **AP**

1,3 million

C'était la population d'éléphants dans les années 1980. Il n'en reste que **500 000** aujourd'hui — **New York Times**

2

C'est le nombre de réserves de tigres en Inde qui ne possèdent pas de tigres — **WWF**

100 000

C'est le prix en dollars que peut coûter un thon rouge géant sur le marché aux poissons de Tsukiji à Tokyo — **Time**

Cultivons la différence

© Jim Zuckerman/Corbis



ELINOR OSTROM

Professeur de sciences politiques à l'Université de l'Indiana et prix Nobel d'économie en 2009



HARINI NAGENDRA

Membre du Ramanujan et du Fonds Ashoka pour la recherche sur l'écologie et l'environnement, Bangalore (Inde)

L'appauvrissement de la diversité biologique a des conséquences alarmantes pour la survie de l'humanité et, de fait, pour la persistance de toute forme de vie sur Terre. Les zones protégées sont la pierre angulaire de la plupart des politiques de maintien de la vie; et pourtant, leur efficacité est très controversée. De plus, la vie est si riche, si interdépendante et si variée, qu'il semble particulièrement inconsidéré et rigide d'adopter une unique démarche de conservation.

Les zones protégées sont désormais très vastes. Plus de 220 000 parcs s'étendent sur plus de 13 % de la surface de la Terre. Les études montrent que, dans la plupart des cas, ces zones ont réussi à éviter des déboisements à grande échelle. Pourtant, beaucoup de zones protégées sont encore menacées par les hommes, en particulier celles situées dans des lieux vulnérables où les installations humaines sont denses. Les exploitants des parcs font face à des défis incessants tels que le braconnage, le prélèvement illégal de produits forestiers et les empiètements. Le coût, l'inefficacité et la rigidité sont autant de critiques à l'encontre des parcs nationaux, qui tendent à considérer les tribus indigènes et les communautés locales avec suspicion et méfiance et à dédaigner les approches et les institutions traditionnelles que ces dernières peuvent avoir développées pour coexister avec la nature.

Il est également irréaliste de s'attendre à ce que la protection de zones par les gouvernements soit efficace pour toutes les espèces et tous les habitats et pour la totalité des environnements, des géographies et des cultures, et ce à des échelles d'espace et de temps multiples et interdépendantes. Avant d'envisager de nouvelles politiques de gestion

« Nous sommes convaincus, pour notre part, qu'il est indispensable de disposer de toute une panoplie d'institutions pour gérer la diversité des entités et des niches biologiques. »

de la conservation, mieux vaudrait examiner attentivement les différentes démarches institutionnelles suivies par divers groupes à diverses échelles pour gérer les ressources naturelles.

Garrett Hardin, auteur d'un article précurseur « la tragédie des biens communs » à la fin des années 60, arguait que toute forme de bien commun serait inévitablement dégradée au fil du temps. Mais nous avons découvert, au contraire que de nombreuses populations s'organisent efficacement pour protéger l'environnement naturel dans des conditions appropriées. Certaines institutions ont conservé dans leurs archives des documents attestant de la persistance de biens communs à travers les siècles, comme c'est le cas en Suisse par exemple. D'autres, comme au Népal, ont réussi à sauver des forêts même dans des conditions de conflit extrême et de violence armée. Il est essentiel d'établir des normes et des règles communes considérées comme légitimes et justes pour réussir à gérer efficacement le patrimoine commun. Des groupes locaux issus de milieux et de cultures différents sont parvenus à



Forêts grouillantes de vie animale et végétale



La surveillance de la biodiversité est cruciale pour sa compréhension et sa protection

mettre au point une variété incroyable de moyens d'action en puisant dans un important savoir indigène. Pourtant, de nombreux analystes tendent à ne pas tenir compte de cette diversité de moyens.

Nous sommes convaincus, pour notre part, qu'il est indispensable de disposer de toute une panoplie d'institutions pour gérer la diversité des entités et des niches biologiques.

Par « institutions », nous entendons les règles utilisées par des participants dans des situations diverses alors qu'ils poursuivent différents objectifs. Par exemple, lors d'un match de hockey sur gazon, diverses institutions sont impliquées. L'une d'entre elles est le règlement que les équipes suivent pour jouer : le règlement suivi lors d'un match professionnel différera de celui d'un match entre un groupe d'adolescents jouant sur un terrain du quartier. Des arbitres sont également présents pour observer le jeu et faire respecter les règles. Puis il y a les règles établies par la ligue de hockey qui décide du nombre d'arbitres, des signaux utilisés et des pénalités qu'ils peuvent imposer. Dans le stade, les spectateurs doivent suivre d'autres règles selon la catégorie et le prix des billets, l'âge régissant l'entrée gratuite pour un enfant, etc. Ainsi, même une manifestation aussi triviale qu'un

match de hockey relève d'institutions régissant ce qui se passe sur le terrain, dans les vestiaires, au stade et même sur les routes qui y conduisent.

Lorsque les analystes politiques préconisent comme « meilleure solution » pour préserver la diversité biologique la création d'une agence gouvernementale, ils s'attendent généralement à ce qu'une telle entité établisse un seul règlement même si sa juridiction est très vaste et contient divers systèmes écologiques. Le défi est de permettre aux organisations petites et moyennes, comme aux plus grandes, de définir des règles adaptées à des milieux écologiques spécifiques et non d'essayer d'imposer un règlement unique à un vaste domaine.

Beaucoup de décideurs continuent à présumer que les utilisateurs locaux d'une ressource sont incapables de prendre des décisions responsables quant à son utilisation. Lorsqu'il n'y a pour eux aucun enjeu sur le long terme dans les conséquences écologiques pour la région, il est en effet probable qu'ils préféreront poursuivre les stratégies les plus rentables sur le plan économique plutôt que de s'intéresser à la viabilité d'un écosystème local. En réalité, en retirant aux autorités locales le pouvoir d'établir certaines des règles

régissant l'utilisation d'une ressource écologique, on réduit la possibilité que les populations perçoivent un intérêt sur le long terme et on risque ainsi d'aggraver la surexploitation. Des études plus poussées ont montré qu'un facteur clé dans la viabilité des forêts était le fait que les utilisateurs locaux puissent contrôler qui utilise la forêt et puissent dénoncer les prélèvements illégaux, à la grande surprise de beaucoup d'analystes politiques et d'érudits bercés par la présomption de Garrett Hardin selon laquelle les utilisateurs sont toujours piégés dans une utilisation excessive aux conséquences dramatiques.

Trouver les moyens de gérer des mélanges d'organismes spécifiques dans un domaine biophysique particulier est extrêmement important et il est tout aussi important d'établir des mécanismes de surveillance. Placer des unités plus petites au cœur d'unités plus grandes peut augmenter la probabilité d'une protection sur le long terme. Des institutions de petite à moyenne échelle peuvent être adaptées à une niche biologique spécifique tandis que les agences opérant à des échelles plus grandes peuvent rassembler des informations scientifiques et offrir un soutien dans des domaines où les participants locaux ne prennent pas la responsabilité de protéger la biodiversité.

Les écologistes ont appris que l'existence d'une diversité d'interconnexions au sein d'une multitude d'animaux et de plantes n'indique pas le désordre mais, bien au contraire, la souplesse et la résilience adaptative des écosystèmes. Il est important de développer une appréciation similaire de la diversité institutionnelle plutôt que de présumer qu'elle est toujours désorganisée et inefficace. Étant donné la diversité des formes de vie, nous devons reconnaître qu'il n'y a pas de panacée universelle. Si l'on veut parvenir à une biodiversité vraiment durable, des approches multiples et flexibles sont nécessaires, des approches en adéquation avec les situations locales et adaptables aux aléas des ressources disponibles.

produits



Une chasse d'eau écologique

La chasse d'eau parfaite (Perfect Flush) est un dispositif simple qui transforme une chasse d'eau de toilettes grâce à un système de double décharge, l'une économique et l'autre normale. Bon marché, facile à installer, ce dispositif peut être adapté sur tous les réservoirs de toilettes déjà en place. Un bouton-poussoir avec deux options est placé au-dessus des WC. Lorsqu'on appuie dessus, un signal est transmis à un dispositif régulateur du système de la valve du réservoir. Ce dispositif permet d'économiser de 30 à 50 % de l'eau nécessaire pour nettoyer les toilettes et de réduire les dépenses monétaires et environnementales qu'entraînerait l'installation de toilettes nouvelles.

www.brondell.com



Tondeuse à gazon robot fonctionnant à l'énergie solaire

La RBZG001 est une tondeuse à gazon de jardin vraiment intelligente. Tout d'abord, elle complète son alimentation en énergie électrique par de l'énergie solaire. Ensuite, elle peut automatiquement identifier son parcours. La technologie dont elle est équipée lui permet de reconnaître les obstacles et de détecter les pentes et, ainsi, d'éviter de glisser. Enfin, elle peut déposer l'herbe coupée dans un endroit déterminé à l'avance. Voilà qui devrait rendre la tonte du gazon plus amusante!

www.envirogadget.com



Un ballon de foot qui emmagasine de l'énergie

Quel objet peut être à la fois un ballon de foot, un générateur portable, un jeu de société et un bienfait pour la santé? Réponse : le ballon de foot SOccket. Ce ballon extraordinaire produit de l'électricité lorsqu'on joue avec. Sa composition interne lui permet de capter l'énergie dégagée par les coups portés avec les pieds, la tête, le sol et tout ce à quoi il peut se heurter. Il génère de l'électricité qui est stockée à l'intérieur du ballon et utilisée plus tard pour alimenter une diode électroluminescente ou un téléphone portable. Actuellement, un prototype, le SOccket, a été applaudi lorsqu'il a été présenté récemment dans le cadre d'un programme pilote pour les jeunes à Durban (Afrique du Sud) et à Nairobi (Kenya).

www.soccket.com



Des révolutions vraiment révolutionnaires

La roue de Copenhague est une roue de bicyclette qui emmagasine de l'énergie au freinage, puis la libère lorsque le cycliste en a le plus besoin. Lorsque le cycliste freine, l'énergie cinétique est transformée en énergie électrique et stockée par des batteries à l'intérieur de la roue. L'énergie des batteries agit lorsque le cycliste a besoin d'un coup de pouce pour grimper une côte ou accélérer dans la circulation. Cette roue a été conçue par des chercheurs de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) et lancée à l'occasion de la Conférence de 2009 sur les changements climatiques à Copenhague. Mais ce n'est pas tout : la roue peut aussi parler à un iPhone monté sur le guidon et donner des informations sur la vitesse, la direction, la distance parcourue et les niveaux de pollution de l'air.

<http://web.mit.edu/press/2009/copenhagen-wheel.html>



Pour avoir de l'électricité, il suffit d'ajouter de l'eau

Nous avons récemment assisté à un boom des chargeurs portables à l'énergie solaire. Préparez-vous maintenant à un chargeur portable à pile à combustible. Le chargeur H3 Charger, qui tient dans la paume, est une pile à combustible alimentée à l'hydrogène. L'hydrogène vient d'une boulette de combustible remplaçable qui se trouve dans une sorte de « sachet de thé ». Celui-ci est placé dans un compartiment à l'intérieur de la pile à combustible; on ajoute de l'eau et de l'hydrogène se dégage. L'hydrogène monte ensuite dans la pile à combustible pour produire de l'électricité. Il est possible de recharger directement un téléphone à partir de cette pile à l'aide d'une clé USB ou de l'électricité stockée dans une petite pile à lithium-ion. Voilà qui est idéal pour l'extérieur et pourrait potentiellement être utilisé dans les pays en développement.

www.myfuelcell.se/



Un walkie talkie à remonter

De plus en plus de produits à remontoir ou à manivelle arrivent sur le marché. Ce walkie talkie n'a pas besoin de batteries neuves ni d'être branché sur le secteur pour être rechargé. Tout ce qu'il lui faut c'est beaucoup d'huile de coude : il est alimenté par de l'énergie produite par une dynamo à manivelle. Lorsqu'il est chargé à plein, il a une autonomie d'une heure et demi de parole ou huit heures de veille. Une minute de charge donne 2 minutes de temps de parole; de longues conversations vous permettront aussi de faire beaucoup d'exercice. Roger, Roger, fini et terminé!

www.envirogadget.com



ELIZABETH MARUMA MREMA

Secrétaire exécutive,
Convention sur les espèces migratoires

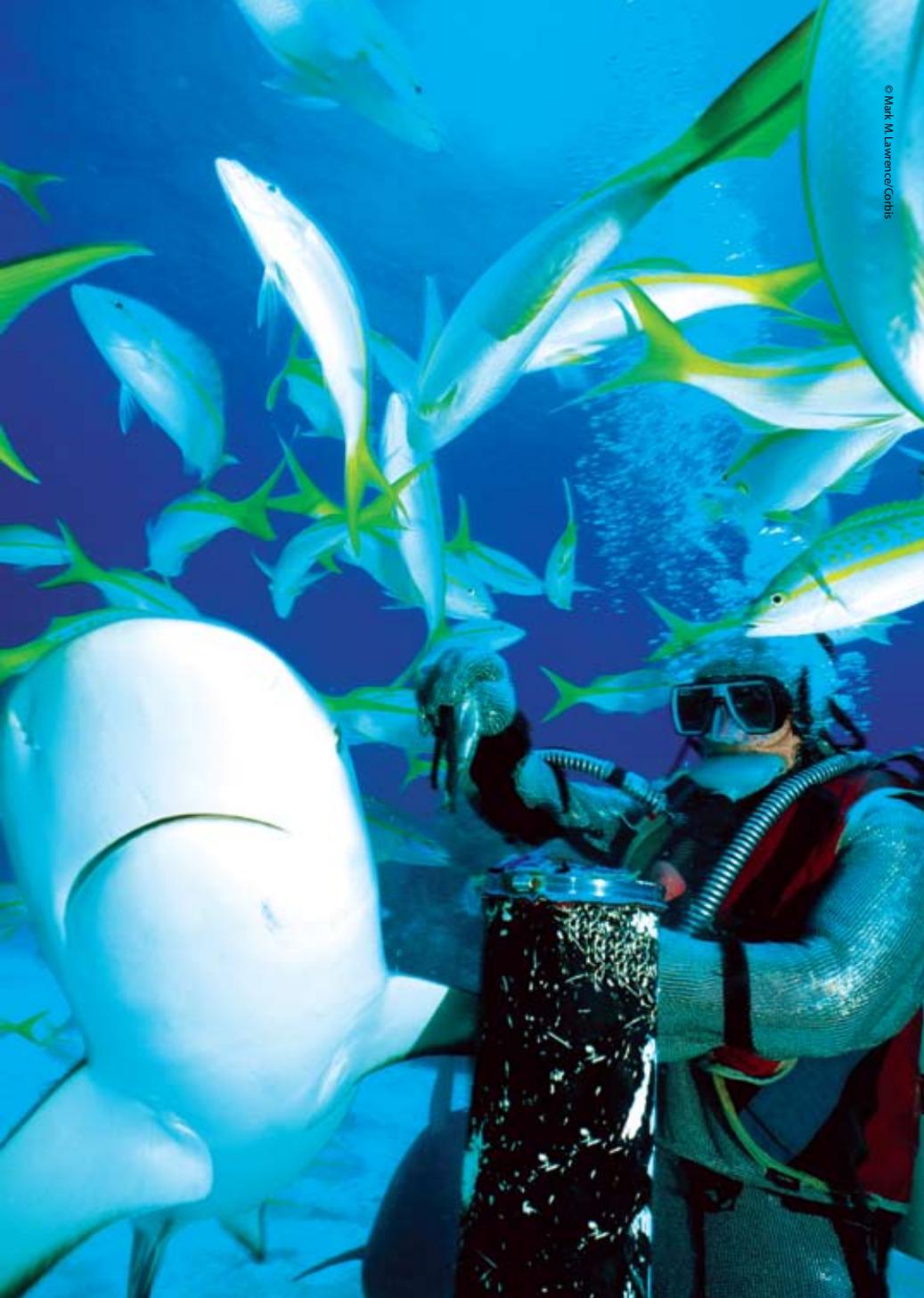
SAUVER LES SEIGNEURS

«2010, Année internationale de la biodiversité, est le moment idéal pour réfléchir à nos modes de consommation et à nos modes de vie afin de trouver ce que nous pouvons faire dans notre vie quotidienne pour sauver la diversité biologique mondiale. Il serait bon de commencer par les requins.»

Partout dans le monde, les populations des requins s'effondrent. Une collaboration internationale est vitale pour conserver et gérer les requins, surtout les espèces migratrices qui sillonnent les océans du monde. Après plusieurs années de négociations, le premier accord mondial pour la conservation des requins migrateurs a été conclu cette année aux Philippines sous la forme d'un Mémorandum d'entente dans le cadre de la Convention sur les espèces migratrices (CMS). Cette réussite est une avancée majeure

car elle concerne plusieurs espèces importantes sur le marché telles que le requin-taube et l'aiguillat dont la chair est très prisée : un filet de requin-taube peut coûter jusqu'à 25 euros le kilo.

Le progrès dans l'amélioration de la gouvernance internationale des requins est une bonne chose, mais le défi qui nous attend ne doit pas être sous-estimé. La difficulté d'assurer la conservation des poissons pêchés pour le commerce est connue de tous et elle a été à nouveau



© Mark W. Lawrence/Corbis

requin-baleine, long d'au moins 10 mètres. Mais leurs trajets de migration, l'emplacement de leurs lieux de reproduction et jusqu'au nombre exact de prises restent aussi obscurs que les profondeurs de l'océan. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) n'a été en mesure d'estimer l'ampleur de la menace que pour à peine la moitié des 1 046 espèces connues de la classe des Chondrichthyes, à laquelle appartiennent les requins et les raies. Il est vrai que notre compréhension de la biologie et du nombre de requins avance rapidement grâce à une meilleure technologie comme la télémétrie par satellite, mais plus nous en savons, plus il apparaît clairement que les populations déclinent dans la plupart des océans du monde.

Les requins sont par nature très sujets au déclin car ils sont très sensibles aux pressions exercées par les pêches. Leur croissance est longue, ils atteignent tard l'âge adulte et ont peu de petits. C'est chez l'aiguillat (*Squalus acanthias*) que l'on enregistre la plus longue période de gestation connue parmi tous les vertébrés. Elle s'étend de 18 à 22 mois et les femelles mettent bas seulement à 15 ans ou plus! Le requin-taupo est également très vulnérable car ces requins tendent à se rassembler en grands bancs et la plupart des femelles pleines sont la cible des pêcheurs qui prélèvent ainsi beaucoup d'individus.

Les requins migrateurs sont très difficiles à conserver car ils sillonnent les eaux nationales et internationales, nécessitant l'implication de nombreux pays dans leur gestion. Il faut mettre en place des accords et des programmes d'action internationaux afin de faciliter la collaboration et la coordination des efforts mondiaux. Au fil des ans, plusieurs instruments ont été développés tels que le plan d'action de l'Union européenne pour la conservation et la gestion des requins et le Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation

illustrée en mars par l'échec de la régulation du commerce du thon rouge et de nombreuses espèces de requins lors de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) qui s'est tenue en mars.

Environ 71 % de la surface de notre planète est recouverte d'océans, et pourtant nous connaissons mal l'environnement marin, ce qui rend particulièrement difficile la

sauvegarde des espèces marines. Le déclin des populations de requins est le résultat d'une pêche excessive et non réglementée. Les produits à base de requins, tels que les ailerons, sont très prisés, et de nombreux poissons cartilagineux sont également victimes de prises accidentelles.

On pourrait penser que nous disposons d'excellentes données sur ces grands et énigmatiques prédateurs de fin de chaîne, du moins pour des espèces qu'il est difficile de rater à l'exemple du

et l'agriculture (FAO). Mais l'accord récent de la CMS est le premier traité intergouvernemental traitant spécifiquement de la conservation des requins à l'échelle mondiale. Cet accord, qui concerne sept espèces pour le moment – le grand requin blanc, le requin pèlerin, le requin-baleine, le requin-taube, l'aiguillat, le requin mako et le requin petite taube – est entré en vigueur en mars dernier. Maintenant, le vrai travail commence : nous espérons adopter un programme de conservation détaillant la mise en œuvre d'activités lors de la réunion des signataires fin 2011.

Les consommateurs doivent être tout aussi concernés que les 90 nations impliquées dans la pêche et le commerce des requins. L'aiguillat, par exemple, est très utilisé dans l'Union européenne pour des mets tels que le poisson-frites. En Allemagne, c'est avec un morceau de son ventre que l'on réalise, en gastronomie, les « boucles de Schiller », devant leur nom à la coiffure du poète. La soupe d'aileron de requin

est un mets populaire en Chine dont un seul bol coûte plus de 100 dollars. Manger du requin pourrait être aussi néfaste pour la santé que pour la conservation. Des études menées au Brésil, en Italie et aux Etats-Unis mettent bien souvent en évidence la présence de mercure en quantités bien supérieures aux seuils nationaux de sécurité dans la chair de requin testée. Le PNUE mène actuellement des négociations pour parvenir à un traité international sur le mercure afin de sauvegarder la santé des populations humaines.

Les requins sont utilisés dans bien d'autres secteurs du commerce et de l'industrie. La peau de requin est utilisée comme cuir pour les chaussures et les sacs à main et les pêcheurs chinois l'emploient comme un substitut de papier émeri (d'où le nom de « poisson émeri » en chinois). Les Indiens enduisent leurs bateaux d'huile de foie de requin. Le squalène, un composant organique trouvé à l'origine dans le foie des requins, est très utilisé dans l'industrie cosmétique et, plus récemment, dans

la fabrication de vaccins contre la grippe aviaire et la grippe porcine. Cette liste n'est pas exhaustive.

2010, Année internationale de la biodiversité, est le moment idéal pour réfléchir à nos modes de consommation et à nos modes de vie afin de trouver ce que nous pouvons faire dans notre vie quotidienne pour sauver la diversité biologique mondiale. Il serait bon de commencer par les requins.

Il nous reste assez d'espoir et de temps pour agir. Lors de notre dernière réunion sur les requins aux Philippines, j'ai été impressionnée par l'engagement et l'endurance de plusieurs pays appuyant l'adoption de cet accord. Avec lui, nous avons espoir de créer une intendance et de voir bien d'autres pays à nos côtés dans cette mission ambitieuse de conservation de ces magnifiques « seigneurs de la mer ». Mettre un point final au déclin des populations mondiales de requins est une tâche difficile mais pas impossible. Alors efforçons-nous d'y parvenir!



prix et événements

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée le 5 juin. C'est une journée mondiale d'action en faveur de l'environnement et l'une des principales initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies



pour stimuler la prise de conscience de l'environnement au niveau mondial et amener les politiciens à lui accorder plus d'attention et à prendre des mesures pour le protéger. La Journée mondiale de l'environnement 2010 devrait être plus importante que jamais et les communautés du monde entier sont encouragées à agir en faveur de leur environnement local. Cette année, le Rwanda est l'hôte de la Journée mondiale dont le thème, dans l'esprit de l'Année internationale de la biodiversité 2010, est « Des millions d'espèces. Une seule planète. Un avenir commun ».

www.unep.org/wed

PRIX SASAKAWA DU PNUÉ



UNEP SASAKAWA PRIZE

Deux projets fascinants se sont partagés les honneurs du Prix Sasakawa 2009-2010 pour des initiatives de développement durable prises par de simples citoyens. La société Nuru Design a été récompensée pour apporter à des communautés rurales du Rwanda, du Kenya et de l'Inde, des solutions d'éclairage propres et abordables consistant en diodes électroluminescentes portables et rechargeables à l'aide d'un panneau solaire ou de l'énergie humaine produite par le premier générateur à pédale commercialisé du monde. L'organisation a but non lucratif Trees, Water & People a remporté ce Prix pour ses fours domestiques à faible consommation qui permettent aux familles d'économiser de l'argent tout en réduisant considérablement les émissions de CO₂. Les noms des lauréats ont été annoncés en février. Ils ont reçu chacun un don en espèces de 100 000 dollars pour poursuivre le développement de leurs projets innovants.

www.unep.org/sasakawa/



NETTOYONS LA TERRE

Nettoyons la Terre



Nettoyons la Terre est une campagne écologique communautaire, organisée en partenariat avec le PNUÉ dans le but d'inspirer les particuliers et les communautés de tous les coins du globe et de leur donner les moyens de nettoyer, réparer et conserver leur environnement. Le slogan de la campagne 2010, conforme au thème de la Journée mondiale de l'environnement, est le suivant : « Les communautés prennent soin de la Nature ». Pour découvrir comment participer au week-end Nettoyons la Terre, du 17 au 19 septembre, et en savoir davantage, consultez le site

www.cleanuptheworld.org et trouvez-nous sur :



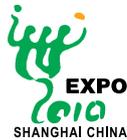
PRIX TYLER POUR DES RÉALISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Cette année, le Prix Tyler pour des réalisations environnementales récompense la conservation du guépard et l'amélioration des connaissances sur les fonctions des écosystèmes. Les lauréats conjoints de ce prix, désignés en avril, sont Laurie Marker, co-fondatrice et directrice exécutive de la Fondation pour la conservation du guépard à Otjiwarongo (Namibie) et Stuart Pimm, titulaire de la chaire Doris Duke d'écologie de la conservation à l'Université Duke (Caroline du Nord, USA). Le Prix Tyler est l'une des premières récompenses pour les sciences, la santé et l'énergie dans le domaine de l'environnement.

www.usc.edu/admin/provost/tylerprize/index.html



EXPOSITION UNIVERSELLE DE SHANGHAI



« Une meilleure ville, une meilleure vie », tel est le thème de l'Exposition universelle de Shanghai (Chine), qui a lieu du 1er mai au 31 octobre 2010. Les activités du PNUÉ présentées dans le cadre du Pavillon de l'ONU à l'Exposition universelle auront pour thème « la biodiversité urbaine », puisque 2010 est l'Année internationale de la biodiversité. Les manifestations organisées par le PNUÉ comprennent notamment le projet multimédias

Six milliards d'autres et la première, en Chine, de *HOME*, le film de Yann Arthus Bertrand; un forum sur l'économie verte avec des entrepreneurs locaux; des débats d'étudiants; des expositions sur des modes de vie respectueux de l'environnement, l'art et la viabilité, et le biomimétisme.

<http://en.expo2010.cn/>

JOURNÉE MONDIALE DES OISEAUX MIGRATEURS

Sauvez les oiseaux migrateurs en crise - chaque espèce compte
Cette année, la Journée mondiale des oiseaux migrateurs a lieu les 8 et 9 mai. Observation des oiseaux, programmes éducatifs, conférences, expositions et manifestations publiques sont au nombre des nombreux moyens dont disposent les communautés du monde entier pour participer à cette campagne mondiale. La Journée mondiale des oiseaux migrateurs est une campagne annuelle de sensibilisation qui a pour but de promouvoir la conservation des oiseaux migrateurs et de leurs habitats dans le monde. Étroitement liée à l'Année internationale de la biodiversité 2010, la Journée mondiale des oiseaux migrateurs est axée cette année sur les espèces les plus menacées à l'échelon mondial.



www.worldmigratorybirdday.org/



GEORGINA LANGDALE
 Responsable des communications
 pour l'Étude sur l'économie des
 écosystèmes et de la biodiversité

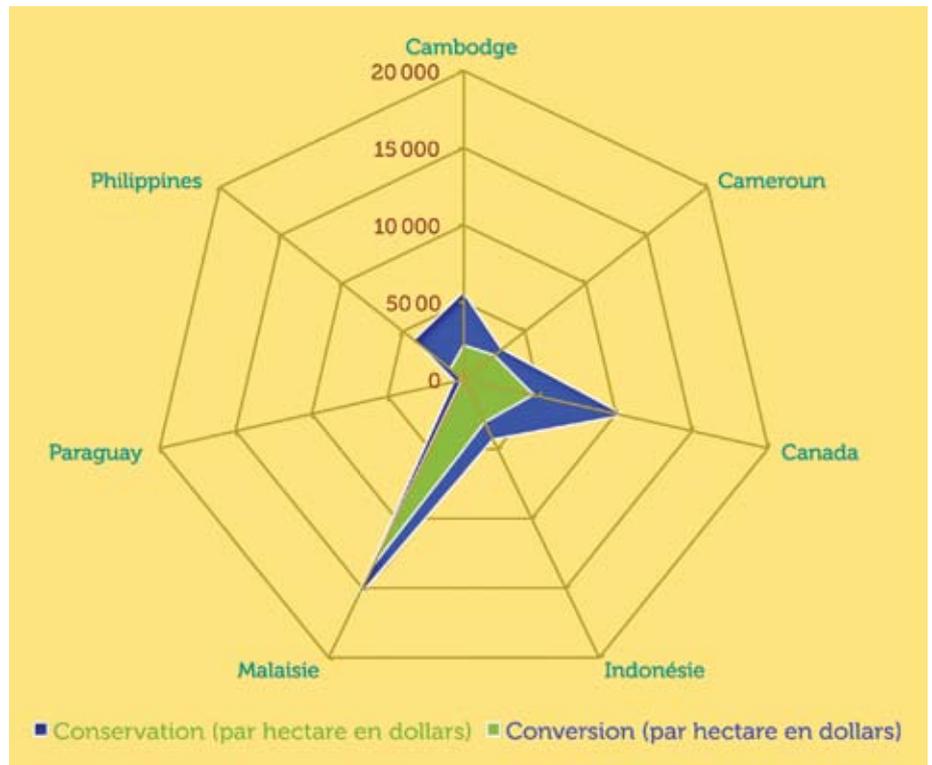
La nature de la valeur

Chaque année, le monde commence à perdre de la biodiversité et des services des écosystèmes dont la valeur dépasse de loin le montant effacé par les banques lors de la récente crise. Selon l'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, réalisée sous les auspices du PNUE, si le déboisement et les changements qui interviennent dans l'utilisation des terres se poursuivent au même rythme qu'à présent, le monde subira des pertes de « capital naturel » de l'ordre de 1,3 à 3,1 trillions d'euros. C'est infiniment plus que le capital financier qu'ont perdu les banques de Wall Street et de la City londonienne en 2008, l'année la plus sombre de leur histoire. Et ceci se produira année après année.

Le problème, c'est que ce capital naturel est économiquement parlant invisible – et c'est bien là une des principales préoccupations dont l'étude fait état. La biodiversité et les services rendus par les écosystèmes ont toujours été ce qu'il est convenu d'appeler des biens publics : ils sont à la disposition de chacun et il y en a assez pour tous. Ces services comprennent notamment l'air frais, l'eau propre, la richesse des espèces et les nombreux autres services d'écosystèmes fournis par les forêts, les terres humides, les océans, etc. Le fait de supposer qu'ils sont abondants et librement disponibles ne correspond cependant pas à la réalité. Les pertes constantes de ces zones naturelles sont importantes et leurs conséquences pour le bien-être de l'homme manifestes

À long terme, cette étude a pour objectif de réunir les conclusions des meilleures analyses scientifiques et économiques disponibles sur les écosystèmes et la biodiversité – et de les diffuser en vue d'aider les responsables de l'élaboration des politiques, les administrateurs, les entrepreneurs et les citoyens à formuler des réponses pour faire face aux pertes qui se produisent autour de nous. Ils ont en effet le pouvoir d'arrêter les pertes de capital naturel et d'inverser la tendance – et, ainsi, d'améliorer le bien-être de l'humanité, en particulier celui des pauvres.

VALEUR ACTUALISÉE DES BÉNÉFICES DE LA CONSERVATION ET DE LA CONVERSION DES TERRES (VALEUR EN 2007, EN DOLLARS)



Qu'est-ce qui a le plus de valeur – la conservation des écosystèmes naturels ou leur transformation en zones consacrées à l'agriculture, à la pisciculture ou à la production de bois d'œuvre? Il ressort d'une étude comparative entre transformation et conservation dans les pays développés comme dans les pays en développement que la conservation – y compris la production durable de biens et services marchands tels que bois et autres produits, poisson, tourisme – donne de meilleurs résultats dans tous les cas.



Les terres humides fournissent beaucoup de services précieux à l'humanité comme le montre une étude sur les marais de Muthurajawela, zone côtière humide située dans une région fortement peuplée du Nord du Sri Lanka. Cette étude, qui a utilisé des méthodes d'évaluation des effets économiques de la conservation des terres humides, conclut que, chaque année, certains des avantages qu'il est possible d'en tirer – produits de la pêche, bois de feu, agriculture par exemple – ont contribué à hauteur de 150 dollars l'hectare environ aux revenus des populations locales. Mais un groupe de personnes beaucoup plus nombreuses en a retiré des avantages bien plus importants du fait de sa capacité de traitement des eaux résiduelles ménagères et industrielles (représentant une valeur de 654 dollars par hectare par an), et d'atténuation des inondations (avec 1 907 dollars par an pour chaque hectare). Ceci a également évité de devoir payer des moyens technologiques coûteux de prévention des inondations et de traitement des eaux.

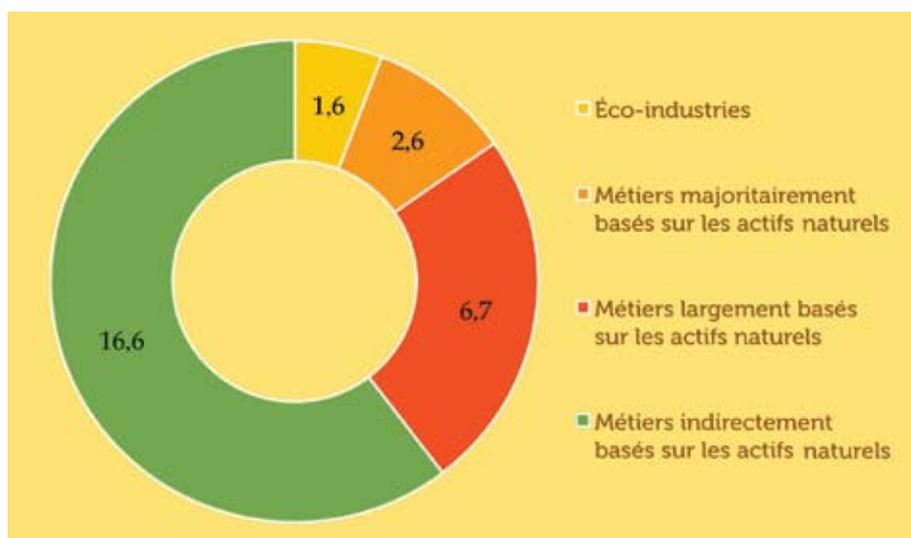
SECTEURS DÉPENDANTS DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

SECTEUR	TAILLE DU MARCHÉ (2006)	OBSERVATIONS
Pharmacie	640 milliards de dollars	25 à 30 % des produits pharmaceutiques sont issus des ressources génétiques
Biotechnologie	70 milliards de dollars, uniquement pour les entreprises publiques	De nombreux produits sont issus des ressources génétiques (enzymes, microorganismes)
Semences agricoles	30 milliards de dollars	Toutes sont issues des ressources génétiques
Industries des soins corporels, phytopharmaceutiques, industries et agroalimentaires	22 milliards de dollars pour les compléments nutritifs naturels 12 milliards de dollars pour les soins corporels 31 milliards de dollars pour les produits alimentaires	Certains produits sont issus des ressources génétiques. Cela représente la part « naturelle » du marché.



À première vue, on peut avoir l'impression que la biodiversité n'a pas grand chose à voir avec l'industrie mais, en réalité, beaucoup d'entreprises et de moyens de subsistance dépendent des ressources génétiques qu'elle fournit. Des industries multimilliardaires comme celle des produits pharmaceutiques et l'agriculture seront sérieusement touchées si la biodiversité continue à décliner.

MÉTIERS EUROPÉENS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT (% DE LA MAIN D'ŒUVRE)



En Europe, un emploi sur six dépend actuellement dans une certaine mesure de l'environnement et, dans la plupart des pays en développement, le lien entre les écosystèmes et l'emploi sera encore plus fort.

L'Étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité montre que la biodiversité – et ce qui lui arrive – a des répercussions directes ou indirectes sur chacun. Il ne sera possible de commencer à sérieusement faire face à la crise que provoque sa perte que si sa valeur et celle des services rendus par les écosystèmes sont pleinement reconnues et prises en compte dans les processus décisionnels. Ceci mettra peut-être en évidence la véritable nature des échanges effectués, notamment ceux entre différents services d'écosystèmes comme fourniture d'aliments ou stockage du carbone, ceux entre différents bénéficiaires – le gain privé de certains par opposition à la perte publique de beaucoup et ceux réalisés à des échelles différentes – par exemple avantages mondiaux tirés de dépenses locales – et à des périodes différentes. Lorsque la valeur des services rendus par les écosystèmes sera bien comprise et prise en considération, ce qui pouvait sembler être un échange jugé « acceptable » pourrait apparaître comme le contraire. L'Année internationale de la biodiversité 2010 offre l'occasion de définir ce qui est acceptable et d'apprendre à connaître la nature de la valeur et la valeur de la nature.

Le Rapport à l'intention des entreprises de l'Étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité sera publié en juillet 2010 et le Rapport à l'intention des administrateurs locaux et régionaux de la même étude sera publié début septembre. Pour tout complément d'information, consulter le site www.teebweb.org

PLEINS FEUX SUR LES SOLUTIONS POSSIBLES



JAMES P. LEAPE

Directeur général, Fonds mondial pour la nature

L'année dernière, notre planète a franchi une étape importante puisque, pour la première fois, l'humanité est devenue une espèce à prédominance urbaine : la plupart des gens vivent maintenant dans des villes et des cités. Un éloignement toujours plus grand de la nature et une tendance croissante à oublier combien nous dépendons de la salubrité des systèmes naturels de la planète sont parmi les nombreuses conséquences de la rapidité de l'urbanisation.

C'est une des raisons pour lesquelles l'Année internationale de la biodiversité 2010 est si importante. Elle offre l'occasion de mettre en lumière ce qu'il advient de la biodiversité dans le monde et les conséquences de cette évolution pour notre avenir, ainsi que de braquer les feux des projecteurs sur les solutions et d'amener les parties concernées à agir.

La biodiversité de la planète décline rapidement. Ainsi, selon l'indice Planète vivante du WWF, les populations de vertébrés auraient diminué de 30 % depuis 1970 ; mais il s'agit d'une moyenne mondiale qui masque des pertes plus lourdes sous les tropiques, telles qu'une diminution de 50 % des forêts tropicales. Et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous affirme que ces pertes s'accéléreront au fur et à mesure que des changements climatiques se produiront.

Il n'y a rien de mystérieux dans tout cela. L'empreinte de l'humanité sur la planète ne cesse de s'étendre et de peser plus lourdement. Nous abattons les arbres pour en tirer du bois d'œuvre, nous défrichons les forêts pour planter du soja et des palmiers à huile. Nous pêchons plus de poissons que les océans ne peuvent en fournir. Nous rejetons des milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère.

Nous ne devons plus laisser la biodiversité en marge mais la placer au cœur de nos politiques et de nos économies. Pour beaucoup d'entre nous, la conservation de la biodiversité est un impératif moral. C'est également un impératif économique, social et

sécuritaire pour chacun. Nous devons trouver les moyens de bien faire comprendre cette vérité toute simple mais incontournable que les systèmes de vie de la planète – forêts et déserts, rivières, zones humides et zostères marines – sont les fondements sur lesquels reposent nos entreprises, nos économies et nos vies.

Voici pourquoi le projet sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité, parrainé entre autres par le PNUE, est si important : il commence à calculer la valeur économique considérable que représente la biodiversité. Forts de ces informations, nous devons veiller à gérer nos ressources en terre et en eau de façon à assurer la salubrité de leurs écosystèmes et à trouver les moyens d'alléger l'empreinte de l'homme sur la planète.

Le secteur privé a un très grand rôle à jouer. Les programmes de certification privés – tels que ceux du Forest Stewardship Council (FSC) et du Marine Stewardship Council (MSC) – offrent sur les marchés un avantage à ceux qui gèrent durablement les ressources et ils sont en passe de devenir des instruments puissants. La moitié du secteur des poissons à chair blanche par exemple participe maintenant au système MSC. Certaines des sociétés les plus importantes du monde – notamment Unilever, Walmart et Coca Cola – ont également commencé à introduire la durabilité dans leurs propres chaînes de valeur en incitant les fournisseurs et les consommateurs à promouvoir de meilleures pratiques.

Mais, la biodiversité étant un bien public, il est d'importance capitale que le secteur public assume son rôle de chef de file. Cette responsabilité a généralement été laissée aux ministres de l'environnement; néanmoins, pour arriver à de bons résultats, la biodiversité doit également relever de la responsabilité des autres ministres – notamment ceux des forêts, des pêches, de l'agriculture, de l'énergie, du commerce et des finances – et des chefs d'État.

Cette année, trois événements internationaux offrent d'excellentes possibilités de faire avancer les choses.

Le Sommet du tigre : cette année, l'Année du tigre du calendrier chinois, doit être celle pendant laquelle nous commencerons à protéger ces gros félins de l'extinction. La sauvegarde du tigre est importante en soi : il faudra donc aussi prendre soin de vastes étendues de forêts – depuis l'Inde et l'Indonésie jusqu'à l'extrémité orientale de la Russie – et aussi de leur riche biodiversité et des communautés humaines qu'elles font vivre.

En septembre, les dirigeants des États de l'aire de répartition du tigre se réuniront à Vladivostok pour leur tout premier sommet. Leurs ministres se sont déjà mis d'accord sur un objectif – doubler le nombre de ces animaux (de 3 200 à 6 400) d'ici la prochaine Année du tigre en 2022. Si les pays commencent dès maintenant à prendre des engagements, ils pourront susciter des initiatives concertées qui représenteront un grand pas en avant dans la voie de la conservation de la biodiversité en Asie.

La Convention sur la diversité biologique : lorsque les Parties à la Convention sur la diversité biologique se réuniront à Nagoya (Japon), en octobre, ils conviendront de nouveaux objectifs. Ils sont loin d'avoir atteint celui qu'ils s'étaient fixé pour 2010 et la leçon la plus importante à en tirer est claire : il leur faut trouver les moyens d'amener tous les secteurs de l'économie et tous les services gouvernementaux à agir.

Les objectifs de protection et de restauration de la biodiversité dans leur ensemble doivent être complétés par des objectifs concrets, réalisables, assortis de mandats précis pour les réaliser. L'objectif de déboisement zéro net d'ici à 2020, auquel ont déjà souscrit plus de 60 gouvernements, en est un exemple; la création de zones marines protégées pour couvrir 20 % des eaux territoriales de chaque pays et la suppression des subventions qui conduisent à la destruction des habitats en sont d'autres.

Les négociations des Nations Unies sur les changements climatiques : les changements climatiques sont une menace transcendante pour la biodiversité de la planète et il est donc

«La sauvegarde du tigre est importante en soi : il faudra donc aussi prendre soin de vastes étendues de forêts – depuis l'Inde et l'Indonésie jusqu'à l'extrémité orientale de la Russie – et aussi de leur riche biodiversité et des communautés humaines qu'elles font vivre.»

urgent de mobiliser une intervention au niveau mondial. Toutefois, si nous ne réfléchissons pas assez à sa conception, cette intervention pourrait être une menace en elle-même. Il importe de réduire les émissions produites par les utilisations terrestres de manière à faciliter la conservation des habitats naturels et d'orienter les investissements des programmes d'adaptation dans la conservation des mangroves et des zones humides, par exemple, plutôt que dans la construction de barrages et de digues.

Après la déception de Copenhague, beaucoup se demandent ce qu'il sera possible de faire lorsque les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se retrouveront à Cancun, en novembre prochain. La mise en œuvre du Programme REDD+ – réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts – est une possibilité d'action évidente. Grâce à l'impulsion du Brésil, de la France, de la Norvège et d'autres, il existe un véritable élan pour créer un régime mondial de compensation des mesures de déboisement. Bien conçu, celui-ci pourrait être une étape importante dans la conservation de la biodiversité de la planète.

Que ce soit chez lui, à la campagne ou – comme c'est le cas pour la plupart d'entre nous maintenant – en ville, chacun a le plus grand intérêt à préserver la salubrité des systèmes biologiques de la planète. L'Année internationale de la biodiversité offre l'occasion de faire passer cet intérêt au premier plan et de commencer à intégrer très concrètement la cause de la durabilité dans nos sociétés.



SIMON N. STUART

Président de la Commission pour la survie des espèces de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et Professeur invité, Université de Bath, Royaume-Uni

IL EST TEMPS DE VOIR GRAND

La proclamation de l'année 2010 comme la toute première Année internationale de la biodiversité a-t-elle une quelconque signification? Ou bien est-ce juste un coup médiatique, dénué de tout engagement face aux questions réelles et concrètes que pose la conservation?

Il y a huit ans, 183 gouvernements se sont engagés à « assurer d'ici à 2010 une forte réduction du rythme actuel de perte de diversité biologique aux niveaux mondial, régional et national à titre de contribution à l'atténuation de la pauvreté et au profit de toutes les formes de vie sur la planète ». Cela n'avait, certes, rien de très ambitieux, vu qu'il ne s'agissait pas de faire cesser, mais de ralentir l'extinction d'espèces et la perte d'habitats-clés, mais c'était, au moins, une promesse d'action concertée, la première de ce genre que les nations du monde aient jamais faite, face à la dégradation constante de la nature.

«Un indice important sera les montants promis par les gouvernements pour reconstituer le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le plus grand bailleur de fonds mondial pour ce qui est de la conservation de la biodiversité dans les pays en développement.»

Aujourd'hui, les résultats de toutes les analyses des progrès de la conservation depuis 2002 commencent à être connus et le verdict est unanime : l'humanité a lamentablement échoué dans la réalisation de ce qu'on appelle l'objectif en matière de biodiversité pour 2010. De fait, l'extinction d'espèces, la perte d'habitats et la dégradation des écosystèmes s'accroissent, comme le montrent l'aggravation du dépérissement et de la disparition d'espèces d'amphibiens par suite de maladies et de la perte d'habitats, le blanchissement croissant des récifs de corail, et la disparition rapide de certains grands animaux en Asie du Sud-est, décimés par la chasse excessive et la dégradation de leurs habitats, pour ne citer que ces exemples.

En octobre, les dirigeants de la planète se réuniront à Nagoya (Japon) pour la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Beaucoup d'entre nous espèrent qu'ils s'accorderont sur de nouveaux objectifs, bien plus ambitieux, pour la biodiversité. L'importance accordée à l'Année internationale de la biodiversité se constatera en premier lieu à l'aptitude ou à l'inaptitude de la communauté internationale à s'engager en faveur d'un programme de conservation vraiment ambitieux.

Les premiers signes sont prometteurs. Les négociations menées de par le monde ont produit 20 nouveaux projets d'objectifs pour 2020 qui, dans l'ensemble, sont presque à la

hauteur de ce que d'aucuns parmi nous attendaient, allant en tout cas beaucoup plus loin que l'Objectif en matière de biodiversité pour 2010. Les objectifs en question sont, entre autres : réduire de moitié le taux de disparition et la dégradation du couvert forestier et d'autres habitats naturels; éliminer la surpêche et les pratiques destructives de pêche; gérer durablement toutes les zones agricoles, aquacoles et sylvicoles; réduire la pollution issue des excès de substances nutritives et d'autres sources à un niveau inférieur aux seuils critiques pour les écosystèmes; contrôler les voies de pénétration et d'implantation des espèces exotiques envahissantes; gérer les multiples pressions exercées sur les récifs coralliens et autres écosystèmes vulnérables affectés par le changement climatique et l'acidification des océans; protéger efficacement au moins 15 % des terres et des mers, y compris les zones particulièrement importantes pour la biodiversité; et prévenir l'extinction des espèces menacées. Nous devons maintenant continuer à faire pression pour empêcher leur affaiblissement.

À l'Union internationale pour la conservation de nature (UICN), nous militons en faveur d'une action d'urgence pour faire cesser une fois pour toutes l'appauvrissement de la biodiversité. Le bien-être de la planète entière et de ses habitants dépend de notre engagement à entretenir la santé des écosystèmes et des populations naturelles. Nous proposons donc qu'on se donne pour mission, d'ici à 2020, d'avoir « mis en place toutes les politiques et mesures nécessaires pour éviter toute nouvelle perte de biodiversité ». Le retrait des subventions gouvernementales dommageables pour la biodiversité (comme c'est le cas pour beaucoup de subventions agricoles), l'établissement de nouvelles réserves naturelles dans des zones importantes pour les espèces menacées, l'exigence que les services des pêches suivent les conseils de leurs scientifiques pour assurer la viabilité à long terme du secteur, et la réduction radicale des émissions de dioxyde de carbone dans le monde entier pour réduire les impacts du changement climatique

et de l'acidification des océans sont des exemples de telles mesures.

Si le monde prend des engagements dans ce sens, alors l'Année internationale de la biodiversité aura été plus qu'un fatras de banalités. Mais ce ne sera encore qu'un début car il faudra tenir ces engagements. Cette année, nous devons guetter les signes d'une réelle évolution des mentalités au sein des gouvernements et de la société concernant la priorité accordée à la biodiversité.

Un indice important sera les montants promis par les gouvernements pour reconstituer le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le plus grand bailleur de fonds mondial pour ce qui est de la conservation de la biodiversité dans les pays en développement. Entre 1991 et 2006, il a attribué environ 2,2 milliards de dollars de subventions à plus de 750 projets relatifs à la biodiversité menés dans 155 pays. Si le montant de la reconstitution est à peu près le même qu'au cours des dix dernières années, nous saurons que les gouvernements s'en tiennent au statu quo, mais s'il est doublé ou triplé, cela voudra dire que les gouvernements commencent à prendre l'affaire au sérieux.

L'UICN estime que même avec trois fois plus de fonds, nous serions toujours bien loin de ce dont on a besoin pour mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. Pour y arriver, il faudrait, selon certains défenseurs de l'environnement, que les pays développés contribuent 0,2 % de leur revenu national brut à l'assistance en matière de conservation de la biodiversité dans les pays d'outre-mer. Cela représente environ 120 milliards de dollars par an, une somme qui, bien évidemment, devrait provenir de sources diverses et non pas uniquement du FEM. On serait tenté de penser que ce chiffre est exagérément élevé, mais ce n'est que menue monnaie en comparaison des dépenses engagées par les gouvernements pour la défense et le renflouement des banques. Il est temps que le mouvement de conservation voie grand. Nous faisons face à des problèmes qui revêtent énormément d'importance pour l'avenir de cette planète et de ses habitants et que l'on ne peut résoudre sans un accroissement massif du financement.



© David Aubrey/Corbis

Avec des pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, des acteurs désormais majeurs sur la scène internationale, il est clair que nous vivons aujourd'hui dans un monde nouveau et multipolaire. Mais le clivage traditionnel entre pays développés et pays en développement n'est pas le seul fossé qui doit être comblé. Les communautés qui travaillent pour le développement et l'environnement doivent cesser de considérer que leurs objectifs sont séparés, voire en contradiction les uns avec les autres.

Lorsque la nature se dégrade, c'est tous les biens et services vitaux qu'elle offre aux personnes qui disparaissent avec elle : tous ces biens indispensables à la vie – l'eau douce, la nourriture, le bois de chauffe, une protection contre les inondations – comme ceux, fondamentaux à notre bien être; que sont les loisirs et l'enrichissement spirituel. Lorsque, en 2005, pour réaliser l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, plusieurs centaines de scientifiques ont examiné, au niveau mondial, l'état de 24 services écosystémiques, ils ont constaté une amélioration pour seulement 4 d'entre eux, au cours des 50 dernières années. Pour 15 autres, ils ont découvert avec effroi qu'ils étaient en sérieux déclin, tandis que pour les 5 restants, qu'ils se maintenaient en équilibre.

La dégradation des écosystèmes, inévitablement, touche plus durement les plus pauvres. Trois quarts des pauvres du monde vivent en milieu rural et dépendent fortement de la nature pour leur subsistance. Une étude en Inde révèle que si la valeur des services forestiers (tels que l'eau douce, les nutriments du sol et les produits forestiers non ligneux) ne représente qu'environ 7 % du PIB, elle correspond à 57 % des revenus des populations rurales pauvres.

Compte tenu de l'inexorable épuisement des ressources naturelles de la Terre, et de leur importance pour les communautés rurales pauvres, il n'est guère surprenant que nous ne soyons pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de lutte contre la pauvreté. Si les tendances actuelles se confirment, la plupart des pays en développement risquent d'ailleurs de ne pas réaliser beaucoup de ces objectifs. Les progrès concernant la Convention sur la diversité biologique sont également décevants. Si la couverture des aires protégées a doublé au cours des deux dernières décennies, nombre d'entre elles n'ont de protégé que le nom. De façon alarmante, le financement des projets sur la biodiversité – notamment par la Banque mondiale – a considérablement diminué au cours des trois dernières années.

Si nous voulons revenir sur la bonne voie pour relever ces défis mondiaux, nous devons investir dans la nature, afin d'améliorer les moyens de



JANET RANGANATHAN

Vice-présidente, sciences et recherche,
au World Resources Institute



POLLY GHAZI

Travaille en qualité de
rédactrice et d'éditrice

SORTIR DU CARCAN

subsistance des plus pauvres. Un nouveau rapport du World Resources Institute, Banking on Nature's Assets, présente une feuille de route pour les Banques multilatérales de développement – principaux bailleurs de fonds des pays en développement – sur la façon d'y parvenir, en proposant les stratégies et les outils qu'ils peuvent utiliser pour intégrer les services écosystémiques dans leurs politiques, programmes et projets.

Les Banques multilatérales de développement s'orientent peu à peu vers une estimation de la valeur réelle des services écosystémiques pour de meilleures prises de décision. Toutefois, pour justifier d'investir dans les écosystèmes des fonds destinés au développement, elles doivent étendre la portée de leurs analyses coûts-avantages au-delà des produits commercialisés, tels que le bois et les cultures, pour y inclure les services régulateurs et culturels rendus par la nature.

Une telle approche met en évidence la valeur réelle des services écosystémiques, qui n'apparaissent généralement pas dans la comptabilité classique. Au Costa Rica, par exemple, les abeilles sauvages dans les forêts adjacentes ont amélioré le rendement du café en réduisant d'un quart le nombre des petites graines difformes.

«Car nous devons protéger la nature tant pour nous-mêmes que pour elle-même. Les actions entreprises sur un front renforceront les résultats sur un autre.»

La protection des forêts s'est ainsi traduite, en termes de rendement des cultures, par 60 000 dollars supplémentaires par an, sur une seule exploitation. Au Belize, le tourisme généré par les récifs coralliens et les mangroves représentait 12 à 15 % du PIB en 2007. En Thaïlande, la valeur économique des mangroves est passée de 800 dollars à plus de 35 000 dollars par hectare lorsqu'on a pris en compte – dans une analyse coûts-avantages – leur rôle dans la protection du littoral et des frayères.

Une évaluation préalable de la valeur réelle des services écosystémiques peut aussi améliorer la gestion des risques, conduisant à un développement plus solide et plus équitable. Les barrages qui alimentent les villes en électricité, ou en eaux d'irrigation pour l'agriculture, sont souvent tributaires des forêts en amont qui permettent de prévenir l'érosion et l'envasement du réservoir. Néanmoins, ils peuvent nuire, en aval, à la capacité de développer des activités de pêche ou d'entretenir des zones humides qui bénéficient aux communautés côtières, grâce à la filtration de l'eau et à la protection du littoral. De semblables calculs ont été faits dans certains pays en développement qui se sont lancés dans l'élevage de crevettes, augmentant ainsi les marchés d'exportation, mais souvent au détriment de la protection du littoral et des poissons qui dépendent des mangroves. Les plantations d'huile de palme, en pleine expansion en Asie du Sud-Est, se développent au détriment d'une myriade de services écosystémiques fournis par les forêts primaires – comprenant le stockage du carbone, la pollinisation et la lutte contre l'érosion – et ce, au seul bénéfice du commerce extérieur.

Les Banques multilatérales de développement et les pays partenaires doivent renforcer les capacités nationales afin de concevoir des politiques qui permettent de trouver un compromis entre les intérêts et les actions des agriculteurs, des propriétaires forestiers, et des autres utilisateurs des ressources naturelles, en vue de préserver les services écosystémiques au lieu de les dégrader. Pour y parvenir, on pourrait faire payer les utilisateurs des services écosystémiques, mais de nombreuses autres approches sont également possibles:

- Le zonage des terres pour protéger les services écosystémiques dans les zones sensibles.
- L'élimination des subventions qui soutiennent des activités dégradant les écosystèmes.
- Une réforme des politiques fiscales pour imposer ceux qui bénéficient des services écosystémiques ou qui contribuent à leur dégradation.

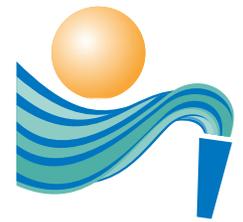
- Une certification des produits tels que le bois d'œuvre, l'huile de palme, et les crevettes s'ils sont produits de manière durable.

Certains craignent qu'en privilégiant les services écosystémiques, on accorde moins d'argent et moins d'attention pour les aires protégées. En fait, l'inverse peut être vrai. Car nous devons protéger la nature tant pour nous-mêmes que pour elle-même. Les actions entreprises sur un front renforceront les résultats sur un autre.

Comment les gouvernements, les Banques multilatérales de développement et les programmes des Nations Unies peuvent-ils aider à généraliser l'approche écosystémique? Même si les experts de l'environnement et du développement, chacun de leur côté, sont amenés à mieux comprendre leurs points de vue respectifs, le cloisonnement demeure au sein des institutions financières de développement et des gouvernements. La plupart des ministères de l'environnement et de l'économie en sont encore à apprendre à parler la langue de chacun.

Les institutions mondiales telles que la Banque mondiale, le PNUE et le PNUD peuvent jouer un rôle crucial pour réduire cette fracture. Ils pourraient inviter les ministres et les économistes à concevoir des solutions aux problèmes macroéconomiques liés à la dégradation des écosystèmes et à la pauvreté. Ils pourraient faire savoir que d'après les études de rentabilité réalisées, des écosystèmes sains sont essentiels au développement économique. Et ils pourraient donner des indications sur les investissements à réaliser dans les services écosystémiques, et sur l'intégration de la valeur du capital naturel dans les comptes nationaux – comme par le biais du projet du PNUE sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité.

En octobre, lors de la très attendue 10^{ème} réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, les Banques multilatérales de développement et les organismes des Nations Unies devraient se demander comment faire disparaître le cloisonnement entravant les progrès concernant la préservation de la nature et la lutte contre la pauvreté.



**MOHAMED NASHEED,
PRÉSIDENT DES MALDIVES
LEADERSHIP POLITIQUE**

Réunir sur le plancher de l'océan son cabinet paré de tous les atouts des plongeurs était l'une des stratégies bien médiatisées du président Mohamed Nasheed afin d'attirer l'attention sur les menaces que le changement climatique fait peser sur les Maldives et sur d'autres pays possédant des littoraux à basse altitude. C'est pour cette action et pour bien d'autres efforts visant à atténuer le changement climatique et à attirer l'attention sur les questions environnementales que le président a reçu une reconnaissance mondiale. Il a été, par exemple, un acteur important dans l'omniprésence des médias internationaux avant et pendant la Conférence sur les changements climatiques à Copenhague en décembre 2009. Le président Nasheed a promis de faire des Maldives le premier pays à neutralité carbone d'ici 2020 et a inlassablement appelé les dirigeants des pays en développement ou vulnérables comme le sien à en finir avec la croissance à base de carbone et à embrasser des technologies vertes pour un avenir neutre en carbone. Il a reçu plusieurs récompenses en reconnaissance de son travail novateur pour l'environnement, dont le titre de « Héros de l'environnement » qui lui a été attribué par le *Time magazine*.



**DR. TARO TAKAHASHI,
ÉCOLOGISTE JAPONAIS
SCIENCE ET INNOVATION**

Taro Takahashi a consacré 50 ans de sa vie à décrypter les cycles du carbone à travers les océans, la terre et l'atmosphère. De nos jours, toutes les recherches sur le cycle du carbone s'appuient sur ses travaux. Une de ses principales découvertes est que la majeure partie du dioxyde de carbone dans le monde réside dans les océans. Il a aussi fait beaucoup d'observations importantes sur l'absorption du gaz carbonique par les océans et sa variation selon la température de l'eau et la saison. Ses travaux de recherche visent à suivre le destin du carbone industriel rejeté dans l'atmosphère. Ils visent aussi à mieux connaître et à prévoir de manière plus fiable la capacité des océans à absorber le CO₂ et donc à réguler le climat. Avec le soutien financier de la société Ford, qui a reconnu son travail en lui attribuant le prix Ford en 2004, Taro Takahashi étudie comment les changements climatiques peuvent modifier les interactions entre la terre et les océans, ainsi que les solutions pour atténuer ces changements. Taro Takahashi est actuellement professeur à l'Observatoire Lamont-Doherty de l'Université Columbia.



**LE PRINCE MOSTAPHA ZAHER,
AFGHANISTAN
INSPIRATION ET ACTION**

Mostapha Zaher, Directeur général de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement (NEPA), a jeté les bases d'un avenir durable et paisible en Afghanistan. Ces cinq dernières années, il a œuvré inlassablement pour l'environnement dans un pays ravagé par 25 ans de guerre et il continue à chercher des solutions propres, efficaces et rentables pour les citoyens d'une des nations les plus pauvres au monde. En 2004, après la chute des Talibans, le Prince Zaher et sa famille sont retournés dans leur patrie, où il a pris les rênes de la nouvelle Agence. Depuis lors, il a transformé les terrains de chasse royaux en une réserve naturelle ouverte à tous les Afghans, a réécrit les lois nationales sur l'environnement et s'est engagé à améliorer la qualité de l'air à Kaboul entre 10 à 12 % d'ici 2012. Avec Zaher aux commandes, la NEPA a consenti à allouer au moins 3 % de son budget principal à la recherche-développement et prévoit d'appliquer des technologies solaires et éoliennes d'avant-garde pour faire face aux problèmes environnementaux en Afghanistan.

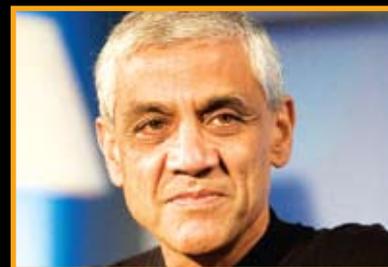


ZHOU XUN,
ACTRICE ET MILITANTE ÉCOLOGISTE
INSPIRATION ET ACTION

Zhou Xun, l'actrice la plus populaire de Chine continentale, a été nommée ambassadrice de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Chine en 2008 pour promouvoir un environnement durable. Zhou Xun consacre une bonne partie de son temps à donner des conseils pour une vie « verte » à travers la campagne Our Part qu'elle mène conjointement avec le PNUD. Dans le cadre de cette campagne, Zhou encourage les citoyens à réduire leur empreinte carbone par des changements simples de leur style de vie, des changements qui peuvent faire une énorme différence dans un pays de la taille de la Chine. La campagne démontre les avantages considérables à gagner si la plupart des chinois conduisaient moins, débranchaient les appareils inutilisés, évitaient les gaspillages et pratiquaient les 3R : réduire, réutiliser, recycler. Zhou joint le geste à la parole en œuvrant pour réduire sa propre empreinte carbone et applique ses conseils verts dans sa vie quotidienne. Elle plante trois arbres tous les 200 km quand elle prend sa voiture et en plantera encore plus pour compenser ses vols de 2008. Zhou sera « Ambassadeur Vert » lors de l'Exposition mondiale 2010 à Shanghai.

VINOD KHOSLA,
KHOSLA VENTURES
LA VISION D'UN ENTREPRENEUR

Investisseur en capital-risque et co-fondateur de la société Sun Microsystems, Vinod Khosla a été surnommé « l'homme vert » de la Silicon Valley. En septembre 2009, la société de capital-risque de Khosla, Khosla Ventures, a annoncé la mobilisation de 1,1 milliard de dollars pour un « Fonds vert » qui encouragera le développement d'énergies renouvelables et d'autres technologies propres. Ce fonds a été créé au début de la reprise des investissements de capital-risque dans les technologies vertes après la débâcle provoquée par la crise économique mondiale de 2008. Sur ce total, 800 millions de dollars seront investis dans des technologies bien établies tandis que 275 millions de dollars seront alloués à des investissements plus modestes pour des entreprises qui démarrent. Le Fonds, le plus important depuis 2007, est l'un des Fonds les plus importants jamais lancés pour les technologies propres. Khosla, qui vit dans la neutralité carbone, a lancé plusieurs entreprises écologiques pour essayer de réduire la dépendance envers le pétrole. Selon lui, la révolution en plein essor des alternatives au pétrole sera plus spectaculaire que ne l'était jadis la révolution internet.



BHARRAT JAGDEO,
PRÉSIDENT DE LA GUYANE
CATÉGORIE SPÉCIALE — CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET
GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

À 45 ans, Bharrat Jagdeo, président de la Guyane, a acquis une renommée internationale pour sa prise de position sur les questions environnementales au sein de son pays et sur la scène internationale. La Guyane possède 40 millions d'hectares de forêt vierge que le président Jagdeo s'efforce de protéger. Pour ce faire, il a invité les donateurs et les investisseurs à payer pour la protection des forêts en vendant des crédits carbone ou en investissant dans l'écotourisme et les découvertes pharmaceutiques. Avec l'argent qu'il espère tirer de ce commerce, il a prévu d'améliorer les infrastructures côtières pour protéger le pays de la montée éventuelle des eaux de la mer. Il a proposé que le Programme des Nations Unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) adopte le modèle de la Guyane pour la protection des forêts et il encourage le reste du monde à vivre de manière à ce qu'il soit économiquement plus prudent de protéger les forêts que de les couper. Il a été Premier ministre et Ministre de l'économie avant de gagner les élections présidentielles en 2001 et 2006. Il est un ancien contributeur de *Notre Planète*.

Le vert est la couleur de l'espoir



DENNIS GARRITY

Directeur général,
Centre mondial d'agroforesterie

L'Afrique a besoin d'augmenter sa production alimentaire de façon spectaculaire, et elle doit le faire d'une manière qui soit durable, abordable mais sans menacer la biodiversité. Déjà près de 30 % de sa population, soit quelque 218 millions d'individus, souffrent au quotidien de la faim alors que sa population devrait passer de 796 millions en 2005 à 1,8 milliard en 2050. Cependant, la production alimentaire par tête a diminué et les rendements en céréale stagnent depuis les années 60.

Dans le même temps, la taille des exploitations a diminué de façon constante : quatre sur cinq des exploitations agricoles du continent sont maintenant de moins de 2 hectares. Les agriculteurs cherchent à augmenter le rendement sur de petites exploitations

aux sols pauvres, alors que dans le même temps la variabilité du climat s'accroît et que se produisent, sur le long terme, des changements climatiques. Souvent, leur seul espoir de produire plus de nourriture repose sur le développement de cultures sur les forêts abattues, ce qui pose un défi majeur pour la conservation de la biodiversité.

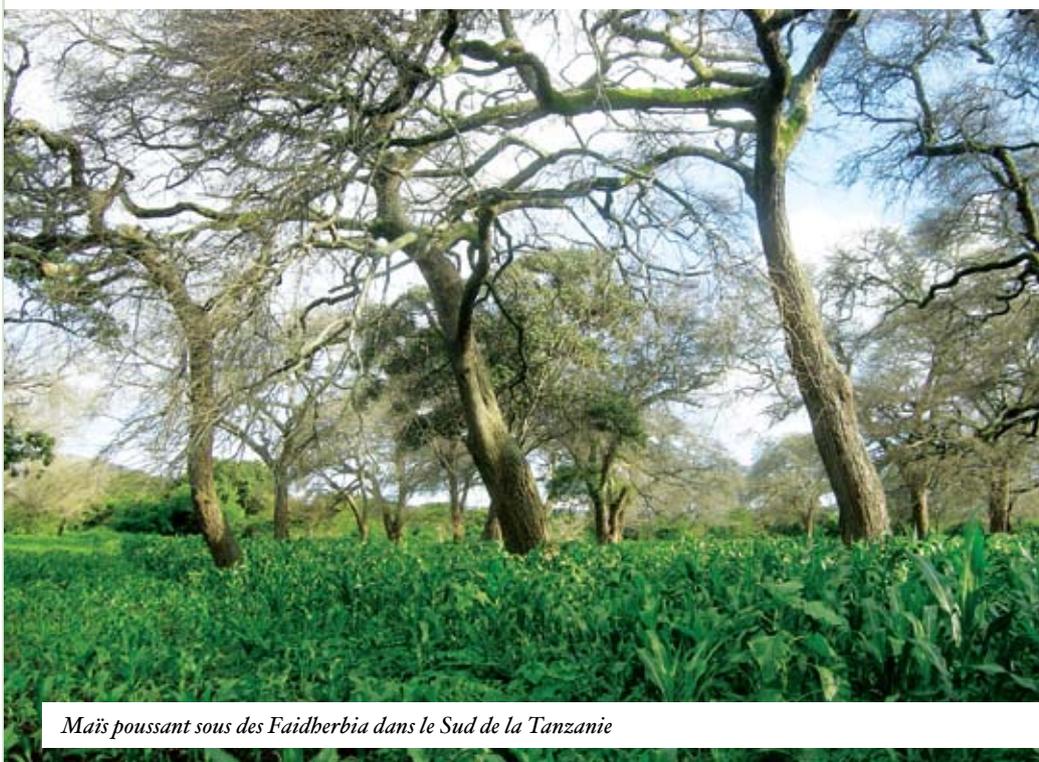
Des solutions scientifiques qui s'appuient sur les connaissances et les pratiques locales constituent le seul moyen d'assurer une croissance agricole, réellement accessible et abordable, et la possibilité de lutter contre la misère tout en évitant la déforestation. Des centaines de milliers de petits exploitants agricoles de Zambie, du Malawi, du Niger et du Burkina Faso se sont tournés vers des systèmes agricoles qui permettent de réhabiliter des sols épuisés et d'augmenter considérablement le rendement des cultures et par là même leurs revenus. Ils appliquent les principes de l'agriculture pérenne, qui s'impose comme une pratique à fort potentiel, non seulement pour accroître le rendement des cultures, mais aussi pour introduire plus d'arbres dans les exploitations agricoles, prévenant ainsi la disparition des forêts. Elle peut être définie comme une agriculture de conservation qui intègre les arbres dans les cultures vivrières ainsi que des cultures de couverture.

L'agriculture de conservation est déjà pratiquée sur 100 millions d'hectares de terres dans le monde entier. Elle repose sur trois principes fondamentaux: manipuler le sol le moins possible (en effectuant le minimum de labour, voire aucun); maintenir le sol couvert par des matières organiques, avec les résidus de cultures par exemple; et en effectuant une rotation des cultures tout en diversifiant les espèces, en privilégiant les légumineuses, riches en éléments nutritifs pour reconstituer le sol.

Dans l'agriculture pérenne, on intègre les arbres dans le système agricole; cette pratique est connue sous le nom d'agroforesterie.

Les arbres offrent généralement de nombreux avantages pour l'agriculteur et l'environnement, notamment la fourniture d'engrais écologiques pour revitaliser les sols et améliorer la production agricole, en produisant des fruits, des médicaments, du fourrage pour le bétail, du bois d'œuvre et du bois de chauffage. Les arbres offrent également un abri, et ils permettent de réduire l'érosion et d'accroître la biodiversité; et ils offrent aussi une plus grande résilience aux changements climatiques, tout en stockant le carbone.

« L'agriculture pérenne est une méthode scientifique, abordable et accessible, permettant de prendre mieux soin des terres et d'accroître la production alimentaire des petites exploitations. »



*Maïs poussant sous des *Faidherbia* dans le Sud de la Tanzanie*

Il a été démontré que les arbres fertilisants, qui fixent l'azote de l'air pour le transmettre à la terre, que ce soit à travers leurs racines ou encore grâce à leurs feuilles mortes tapissant le sol, permettaient de doubler en moyenne les rendements de maïs, et parfois même davantage. Cela équivaut à l'offre de trois à quatre mois supplémentaires de maïs pour une famille de six individus, partant du principe qu'un Africain consomme autour de 1,5 kg de maïs par jour.

Un arbre fertilisant en particulier, *Faidherbia albida*, un acacia originaire

d'Afrique, déjà intégré aux systèmes agricoles dans la majeure partie du continent, pourrait devenir à l'avenir la pierre angulaire de l'agriculture pérenne. Il présente la particularité d'avoir une phénologie inversée, ce qui signifie qu'il perd précocement ses feuilles, riches en azote, pendant la saison des pluies, et qu'il reste en repos pendant toute la période des cultures : les feuilles ne repoussent que lors de la prochaine saison sèche. Il est donc clairement compatible avec les cultures alimentaires, parce qu'il n'entre pas en concurrence avec elles pendant toute la saison de croissance, que ce



Des récoltes plus abondantes signifient une amélioration des moyens de subsistance et de la nutrition, ainsi qu'un moyen de sortir de la pauvreté

soit pour la lumière, les nutriments ou l'eau : seules ses branches nues surplombent tandis que les cultures vivrières parviennent à maturité.

Au Malawi, les rendements du maïs, lorsqu'il est cultivé sous la frondaison de *Faidherbia*, augmentent jusqu'à 280 %. En Zambie et au Malawi, plus de 100 000 agriculteurs ont étendu leurs pratiques agricoles de conservation en développant des cultures vivrières à l'intérieur des systèmes agroforestiers de *Faidherbia*. Des observations approfondies ont montré que le maïs, cultivé à proximité des arbres, est considérablement plus productif, et que le sol est de meilleure qualité. Au Niger également, où environ 4,8 millions d'hectares de *Faidherbia* ont été plantés, on constate que la production de mil et de sorgho a été améliorée.

L'agriculture pérenne est une méthode scientifique, abordable et accessible, permettant de prendre mieux soin des terres et d'accroître

la production alimentaire des petites exploitations. Elle nous permet d'envisager à l'avenir, une agriculture plus respectueuse de l'environnement, avec des productions vivrières annuelles plus importantes et au cœur d'une forêt dense.

La plupart des défrichages de forêts au bénéfice de l'agriculture se font par des agriculteurs qui s'efforcent d'accroître leur production et leurs revenus pour échapper à la pauvreté. Parce que les densités de population rurales continuent d'augmenter, les forêts naturelles – et les bénéfices qu'elles apportent – sont de plus en plus menacés. La généralisation de l'agriculture pérenne permettrait aux petits agriculteurs d'améliorer la productivité de leurs terres, tout en éliminant la nécessité de s'étendre davantage et de laisser ainsi, les forêts naturelles intactes.

Le développement de l'agroforesterie offre également la possibilité, pour les fermes, de produire des biens et

des services forestiers, et ainsi de mieux protéger la biodiversité. Et si les marchés du carbone devenaient accessibles aux petits agriculteurs, cela permettrait également d'augmenter encore le nombre d'arbres dans les zones agricoles.

De telles expériences réalisées avec l'agriculture pérenne et *Faidherbia* constituent la base d'un projet d'expansion à travers toute l'Afrique. Une grande partenariat entre gouvernements, bailleurs de fonds internationaux, instituts de recherche et partenaires de développement internationaux et locaux est en train de voir le jour et tous se sont engagés à élargir cette approche innovante de l'agriculture sur tout le continent.

Cet article a été compilé avec l'aide des coordonnateurs régionaux du Centre mondial d'agroforesterie: Festus Akinnifesi (Afrique australe), Jeremias Morwo (Afrique de l'Est) et Antoine Kalinganire (Sabel).



Biodiversité : liens utiles

Cette page contient des liens avec les sites Internet de gouvernements, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales, d'entreprises, de médias et autres groupes dans le monde entier pour vous aider dans vos recherches sur la biodiversité. Nous avons effectué cette compilation de liens en examinant la grande quantité d'informations disponibles sur l'Internet pour vous aider à trouver les sources les plus pertinentes pour vos recherches. La revue *Notre Planète* ne fait pas nécessairement siens les points de vue de l'un ou l'autre des groupes avec lesquels nous établissons des liens et nous ne pouvons garantir que les informations affichées sur ces sites sont correctes. Nous espérons plutôt vous fournir un large éventail d'avis et de points de vue.

www.unep.org

Site Internet de l'Année internationale de la biodiversité 2010 du PNUE

www.unep.org/iyb/

Ce site Internet de l'Année internationale de la biodiversité 2010 du PNUE contient toutes sortes d'informations, notamment une chronique « espèces du jour », des exemples de réussites exemplaires de conservation et de technologie inspirées par la nature, un calendrier des nouveaux événements marquants, des activités de sensibilisation et bien davantage.

La biodiversité et le PNUE

www.unep.org/themes/biodiversity/

Ce site met plus particulièrement l'accent sur la biodiversité. Il donne des renseignements utiles sur l'action du PNUE dans ce domaine : programmes et activités, initiatives régionales, publications, manifestations et réunions.

La gestion des écosystèmes et le PNUE

www.unep.org/ecosystemmanagement/

C'est la page d'accueil du PNUE pour la gestion des écosystèmes, l'un de nos six domaines d'intervention prioritaires. Elle contient des informations sur le programme du PNUE concernant la gestion des écosystèmes ainsi que des renseignements utiles dans divers domaines (science, politique, publications, campagnes, nouvelles et événements). La biodiversité est un élément clé de la gestion des écosystèmes.

Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres

www.gpa.unep.org/

Ce programme vise à prévenir la dégradation du milieu marin due à des activités terrestres qui menacent sérieusement la productivité et la biodiversité des océans.

Partenariat pour la survie des grands singes (GRASP)

www.unep.org/GRASP/

Le Partenariat pour la survie des grands singes est un projet conjoint PNUE-UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) qui a pour objectif de réduire le risque d'extinction imminente qui pèse sur les gorilles, les chimpanzés, les bonobos et les orangs-outans dans leurs aires de répartition d'Afrique équatoriale et d'Asie du Sud-Est.

Économie des écosystèmes et de la biodiversité

www.teebweb.org

L'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité est une initiative internationale importante visant à attirer l'attention sur les avantages économiques de la biodiversité à l'échelon mondial, mettre en évidence les coûts de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes qui ne cessent de s'aggraver et permettre de trouver des solutions positives sur le plan pratique.

Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (WCMC)

www.unep-wcmc.org/

La collaboration entre le PNUE et le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (WCMC) permet de faire la synthèse des connaissances sur la biodiversité mondiale, de les analyser et de les diffuser, en vue de fournir aux responsables politiques et aux décideurs des informations de qualité.

Sites Internet sur la biodiversité relevant de l'Organisation des Nations Unies

Année internationale de la biodiversité 2010

www.cbd.int/2010/welcome/

C'est la page officielle de l'Année internationale de la biodiversité 2010 organisée dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique. Elle donne des informations concernant l'Année internationale de la biodiversité : célébrations, partenaires, ressources et possibilités de participation.

Convention sur la diversité biologique

www.cbd.int

La Convention sur la diversité biologique est un traité intergouvernemental qui a pour but de protéger la diversité biologique, de veiller à l'utilisation durable de ses éléments et de garantir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS)

www.cms.int/

La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) est un traité intergouvernemental qui a pour but d'assurer la conservation des espèces migratrices terrestres, marines et aviaires ainsi que leurs habitats à l'échelon mondial.

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

www.cites.org/

La CITES est un accord intergouvernemental qui a pour but de garantir que le commerce international de spécimens d'espèces de faune et de flore sauvages ne menace par leur survie et de s'opposer à leur commerce illicite par des résolutions juridiquement contraignantes.

Convention de Ramsar sur les zones humides

www.ramsar.org/cda/en/ramsar-home/main/ramsar/

La Convention de Ramsar est un traité intergouvernemental qui sert de cadre aux mesures nationales et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation judicieuse des zones humides et de leurs ressources.

Organisations internationales

WWF

www.panda.org

Le Fonds mondial pour la nature est l'une des plus grandes organisations environnementales du monde. La conservation de la diversité biologique dans le monde est l'un de ses objectifs fondamentaux.

Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN)

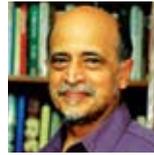
www.iucn.org

L'IUCN est un réseau mondial de défense de l'environnement composé de gouvernements, d'ONG et de scientifiques bénévoles ayant pour mission de préserver l'intégrité et la diversité de la nature et de garantir l'utilisation équitable et écologiquement durable de toutes les ressources naturelles.

Bioersity International

www.bioersityinternational.org/

Organisation mondiale à but non lucratif qui entreprend des recherches dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations grâce à l'utilisation et à la conservation de la biodiversité agricole.



DARRYL D'MONTE

Président de
la Fédération internationale
des journalistes de l'environnement

La biodiversité : pourquoi les médias n'en parlent pas?

Les médias s'intéressent, hélas, beaucoup trop peu à la biodiversité – et ceci est dû autant à un manque d'intérêt de la part des journalistes qu'à l'indifférence des éditeurs. Les journalistes trouvent même qu'il est difficile de savoir exactement ce qu'il faut entendre par biodiversité. Ils sont habitués à demander « qui? », « quoi? », « où? »; or ce concept ne se prête pas toujours à ce genre de classification : les changements climatiques ou même le trou dans la couche d'ozone sont plus faciles à appréhender. Mais on ne saurait vraiment les blâmer : selon une étude réalisée il y a quelques années sur 25 000 Européens, 70 % étaient eux aussi incapables d'en donner une définition. Je me souviens aussi que les journalistes américains qui couvraient le Sommet de la terre en 1992 à Rio se référaient au projet de convention controversé sur la biodiversité en disant qu'il portait sur les végétaux et les animaux – ce que tout le monde peut comprendre.

La Fédération internationale des journalistes de l'environnement – réseau mondial établi en 1993 – a tenu plusieurs congrès dans le monde mais la biodiversité n'a jamais été un de leurs thèmes. L'Année internationale de la biodiversité devrait tardivement aider à remédier à cette situation.

Cette année, l'Agence de presse internationale IPS, en collaboration avec la Fédération internationale des journalistes de l'environnement et d'autres partenaires – CGIAR/ Bioversity International et PNUE/CBD – a lancé un service mondial d'enquête qui recherche de nouveaux points de vue sur la biodiversité. Nous cherchons en particulier des liens entre la diversité naturelle, la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Les suggestions d'articles qui en résultent éclairent la façon dont les journalistes dans le monde voient le sujet.

Certaines suggestions étaient prévisibles. Un journaliste du Bangladesh a proposé un article sur la menace que représente, pour le tigre royal du Bengale, la submersion des îles dans le delta de Sundarbans, suite à l'élévation du niveau de la mer. Une proposition plus nuancée est venue de la Zambie; elle exposait en détail le dilemme auquel sont confrontés les agriculteurs du pays, les autorités de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES) ayant rejeté la proposition du gouvernement d'abattre les éléphants dans les zones de gestion du gibier parce qu'ils piétinent les récoltes. Les médias adorent les scénarios de conflit, or ici il aurait fallu mettre l'accent sur la façon de réconcilier ces points de vue apparemment opposés, par exemple en faisant appel aux communautés locales pour gérer la faune sauvage et en les intéressant financièrement afin de compenser les pertes subies dans leurs emplois traditionnels.

Toujours dans le même esprit, un journaliste ougandais a proposé un récit sur la façon de concilier la découverte de pétrole et de gaz dans une zone de conservation et la protection des espèces de faune et de flore sauvages qui y abondent. Dans ce cas, comme en Zambie, la conservation des espèces sauvages rapporte des devises précieuses provenant du tourisme. En effet, on estime à 64 milliards de dollars par an les revenus bruts que l'Ouganda tire de la conservation de sa biodiversité – et le tourisme est sa source principale de devises étrangères. Et pourtant, il est difficile de trouver une solution à ces exigences contradictoires, si ce n'est en veillant à réduire au minimum les dommages causés à l'environnement si l'exploitation du pétrole et du gaz est indispensable.

Les rapports antérieurs sur la biodiversité se sont généralement concentrés sur la valeur des variétés de plantes traditionnelles pour l'alimentation et la médecine. La Convention sur la diversité biologique confère des droits aux agriculteurs traditionnels qui, depuis des générations, cultivent des plantes adaptées à leurs environnements spécifiques. Lorsque des compagnies – y compris des multinationales – utilisent ce matériel génétique pour développer

leurs propres semences ou des produits pharmaceutiques, ces cultivateurs traditionnels devraient recevoir une compensation pour l'exploitation de leurs ressources. Les conditions de ces paiements ont donné matière à d'innombrables débats.

Mais, là encore, les journalistes doivent aller au-delà de l'évidence et voir comment la préservation de la biodiversité peut améliorer les rendements agricoles. Bien qu'elles ne produisent pas nécessairement autant par hectare que les variétés modernes, les cultures traditionnelles résistent mieux aux parasites, aux maladies et aux changements climatiques, tout en assurant une bonne nutrition. Dans les zones du nord-est de l'Inde sujettes aux inondations par

*«... les journalistes doivent
aller au-delà
de l'évidence
et
voir comment
la préservation de
la biodiversité peut améliorer
les rendements agricoles.»*

exemple, les variétés traditionnelles de riz peuvent mieux supporter des inondations beaucoup plus graves. Et la menace que l'agriculture hautement industrialisée fait peser sur les abeilles sauvages dans beaucoup de pays développés pose des problèmes pour la production de miel dont le marché est extrêmement lucratif.

La diversification de l'agriculture et l'utilisation de cultures différentes suivant les saisons réduisent le risque de malnutrition chronique qui touche près d'un tiers de la population mondiale, en particulier les communautés tribales et rurales les plus pauvres. Ces populations utilisent aussi de différentes manières toute une série de plantes et d'arbres qu'elles produisent ou cueillent pour les vendre et pour leur propre consommation.

La plupart des médias n'ont pas saisi cet aspect de la question.

Il y aussi un aspect important concernant l'égalité entre les sexes. Dans les pays africains par exemple, la majorité des agriculteurs sont des femmes qui savent que la préservation de la biodiversité fournit à leurs familles les aliments, combustibles et autres produits dont elles ont besoin; on les appelle parfois les « gardiennes des semences » qui transmettent les connaissances d'une génération à l'autre. Le préambule de la Convention sur la diversité biologique fait particulièrement référence au rôle des femmes dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Même les journalistes qui trouvent que la science concernant la biodiversité est quelque peu complexe peuvent aborder les questions culturelles connexes. Chaque aspect des sociétés traditionnelles est lié à la diversité qui les entoure. Même leurs langues en sont le reflet, tout comme l'art que l'on trouve dans des objets fonctionnels et intrinsèquement beaux utilisés au quotidien, comme leurs paniers et leurs filets de pêche.

Si les journalistes cherchent bien, la biodiversité peut leur fournir un large éventail de sujets à traiter qui, s'ils sont bien écrits, ne seront refusés par aucun éditeur.





« C'est dangereux et ses conséquences sont immédiates ». C'est ainsi que le supermodèle Gisele Bündchen décrit la perte de biodiversité. « Des espèces s'éteignent au rythme le plus rapide que l'on ait jamais connu dans l'histoire de la géologie et ceci est dû en général à des activités humaines ».

Réputée être la top model la mieux payée du monde, Gisèle est également une écologiste engagée qui confesse être « passionnée par la nature » et ce, depuis son enfance au sein de sa famille, constituée de son père, un expert conseil, de sa mère, une employée de banque, et de ses cinq sœurs, à Horizontina, une petite ville peu remarquable située à la frontière du Brésil avec l'Argentine.

« J'ai toujours été proche de la Nature », a-t-elle déclaré à Notre Planète. « J'ai grandi dans une petite ville, et j'ai donc eu l'occasion d'entretenir avec elle des liens étroits. Je comprends que nous sommes tous liés les uns aux autres et que nous ne faisons qu'un ».

« Je me suis réellement impliquée et je suis devenue militante », explique-t-elle, « après avoir rendu visite à une tribu d'Indiens sur la rivière Xingu en Amazonie et constaté de près les problèmes auxquels ils se heurtent à cause du déboisement et de la pollution de l'eau. Depuis lors, je me suis toujours efforcée d'attirer l'attention sur les causes écologiques ». L'année dernière, elle a été nommée ambassadrice de bonne volonté du PNUE.

Elle estime pouvoir « être très efficace en menant des activités de sensibilisation » et elle ajoute « je suis heureuse de pouvoir me servir de mon image pour attirer l'attention sur ces questions importantes et donner plus de visibilité à la cause socio-environnementale, en mettant en évidence les problèmes auxquels est confrontée la planète et en persuadant les gens d'agir, du moins je l'espère ». Mais elle a fait bien davantage que cela.

Avec sa famille, elle a mis sur pied par exemple le projet Água Limpa (Eau propre) qui a pour but d'appliquer des méthodes de gestion durable de l'environnement et de promouvoir le rétablissement de la végétation riveraine



et des petits bassins fluviaux de la région où elle est née. Elle fait don d'une partie des bénéfices provenant de la vente de ses sandales à succès Ipanema pour protéger la forêt pluviale amazonienne et la forêt atlantique brésilienne encore plus menacée. Elle a aussi embrassé beaucoup d'autres causes qui vont d'un projet de conservation des tortues brésiliennes à la lutte internationale contre le VIH/SIDA – et elle a fait un don pour les opérations de secours en Haïti après le tremblement de terre.

« Lorsque nous parlons d'environnement » dit-elle, « nous devrions nous intéresser à tout : non seulement réduire la pollution et arrêter la destruction mais aussi prendre des mesures proactives pour reboiser le cours supérieur des rivières, économiser de l'eau dans nos activités quotidiennes, de l'énergie, etc. ».

Et dans sa vie personnelle? « J'ai l'habitude de recycler et j'essaie d'économiser de l'eau lorsque je fais la vaisselle, prends une douche, me brosse les dents. Ma maison au Costa Rica est alimentée à l'énergie solaire et éolienne. Et ce ne sont que quelques exemples. Tout changement que l'on peut faire dans la vie de tous les jours est utile, même s'il semble n'avoir pas grande importance. Il est essentiel que nous sachions comment nous utilisons nos ressources pour pouvoir en prendre soin. Si chacun fait ce qu'il doit faire nous arriverons à modifier le cours des choses. Tout ce qui arrive n'importe où dans le monde se répercute partout ailleurs.

« Nous devons trouver les moyens de mieux vivre en harmonie avec la Nature. Je suis très préoccupée par ce qui arrive à notre planète. Il suffit de jeter un coup d'œil autour de soi pour se rendre compte que nous allons au devant de sérieux ennuis. Des catastrophes naturelles se produisent partout et elles sont plus fréquentes que jamais.

« La conservation de la biodiversité offre des avantages de taille pour répondre aux besoins immédiats de l'humanité – par exemple apport régulier d'eau propre, protection contre les inondations et stabilité du climat. L'année 2010 est celle au cours de laquelle il faut mettre fin à la perte d'espèces et à la dégradation des écosystèmes. Agissez! Participez à la Journée mondiale de l'environnement! Cette planète est la nôtre, elle est aussi notre avenir! ».



www.unep.org/ourplanet



2010 Année Internationale de la Diversité Biologique